

SciencesPo

**LA RECHERCHE
À SCIENCES PO
EN 2017**



SOMMAIRE

SUR QUOI PORTE LA RECHERCHE À SCIENCES PO ?	5
--	----------

QUELS SONT LES PRINCIPAUX RÉSULTATS DE LA RECHERCHE À SCIENCES PO EN 2017 ?	19
--	-----------

UNE RECHERCHE TOURNÉE VERS L'INTERNATIONAL	41
---	-----------

QUEL DÉVELOPPEMENT DE LA FACULTÉ PERMANENTE ET DES UNITÉS DE RECHERCHE DE SCIENCES PO EN 2017 ?	51
--	-----------

UNITÉS DE RECHERCHE, PROGRAMMES TRANSVERSAUX ET CONSEIL SCIENTIFIQUE	67
---	-----------

LES MEMBRES DU CONSEIL SCIENTIFIQUE	82
--	-----------

LISTE DES SIGLES	84
-------------------------	-----------

LISTE DES GRAPHIQUES ET CARTES	85
---	-----------



En 2017, deux grands chantiers ont marqué l'année scientifique de Sciences Po.

D'une part, les dix unités de recherche et tout l'établissement ont préparé leurs rapports d'auto-évaluation et leurs projets quinquennaux

en vue de la visite de l'HCERES au début de l'année 2018. Un exercice très dense mais indispensable pour se projeter vers l'avenir et construire collectivement la politique scientifique de demain.

D'autre part, le projet d'installation de la plupart des centres de recherche sur le site dit de l'Artillerie est devenu plus concret. Les entreprises et les architectes qui aménageront le site ont été choisis et les centres de recherche ont pu commencer à envisager leur environnement de travail à venir. Cette réflexion avec les futurs occupants des lieux permettra au projet d'intégrer les nouvelles pratiques de la recherche en sciences humaines et sociales et de répondre aux normes d'excellence internationales.

Ces deux chantiers n'ont pas pour autant détourné notre communauté scientifique de ses activités principales comme en atteste, cette année encore, la position remarquable de Sciences Po dans les classements internationaux de QS et THE. Ils confirment à nouveau la reconnaissance mondiale de Sciences Po comme université de recherche spécialisée en sciences humaines et sociales.

Frédéric MION

Directeur de Sciences Po



Pour sa troisième édition, « La Recherche à Sciences Po » met l'accent sur l'internationalisation de sa communauté scientifique, de ses publications, de ses projets de recherche, et de ses partenariats institutionnels...

Une internationalisation qui couvre la planète et concerne toutes les régions du monde. Ainsi, en 2017, pour la première fois de notre histoire, deux des trois universitaires de renom auxquels Sciences Po a décerné un Doctor honoris causa, deux femmes et un homme, ne venaient ni d'Europe, ni des États-Unis, mais d'Israël et du Sénégal. Ce pas vers l'Afrique s'inscrit en adéquation avec les ambitions internationales du second mandat de Frédéric Mion.

Les thèmes de recherche les plus présents en 2017 confirment à quel point la recherche menée à Sciences Po est à la fois fondamentale et intimement articulée aux défis et enjeux qui traversent les sociétés contemporaines. Les élections nationales françaises y occupent évidemment une place de choix, mais aussi la montée du populisme dans les démocraties occidentales, la crise migratoire et bien sûr le numérique sous toutes ses formes, dans toutes ses dimensions et dans tous les domaines.

Christine MUSSELIN

Directrice scientifique de Sciences Po

HOMMAGE À ANNE-MARIE LE GLOANNEC



L'année 2017 a été marquée par la disparition d'Anne-Marie Le Gloannec, survenue à la suite d'une longue maladie.

Directrice de recherche de Sciences Po, affiliée au Centre de recherches internationales (CERI) depuis 1977, Anne-Marie Le Gloannec était spécialiste de l'Allemagne et de l'Union européenne. Elle a été directrice

adjointe du Centre Marc Bloch à Berlin de 1997 à 2002.

Elle a enseigné dans plusieurs universités prestigieuses en Europe et aux États-Unis. Boursière de la Fondation

MacArthur, elle a séjourné dans plusieurs centres de recherche dont le Woodrow Wilson International Center for Scholars en 2004, elle a été visiting fellow au Nobel Institute d'Oslo au printemps 2015. Elle était membre du Board du

Dahrendorf Forum (LSE, Hertie School of Governance) et chercheure adjointe à l'European Policy Center à Bruxelles.

Elle a toujours enseigné dans plusieurs programmes à Sciences Po et dans le cadre du projet *Transworld*.

Transatlantic Relations and the Future of Global Governance

sur l'avenir des relations transatlantiques. Elle a dirigé de nombreux travaux collectifs sur les questions de sécurité en

Europe et sur la gouvernance mondiale. Son livre, *La nation orpheline. Les Allemands en Europe*, paru en 1990, juste après la chute du mur de Berlin, est une référence dans les débats académiques et politiques de l'époque post-soviétique.

Anne-Marie a consacré les quinze dernières années de sa vie à l'écriture de son dernier ouvrage, *Continent by default. The European Union and The Demise of Regional Order*, paru chez Cornell University Press en 2018.

SUR QUOI PORTE LA RECHERCHE À SCIENCES PO ?

Les recherches à Sciences Po, qu'elles soient fondées sur une démarche empirique ou théorique, sont en prise avec des questions de société. Leur richesse tient à la contribution des cinq disciplines, droit, économie, histoire, science politique et sociologie. Sur des sujets fréquemment partagés, elles mobilisent des questions de recherche, des terrains et des approches méthodologiques différents, chacune offrant un éclairage qui participe à renforcer la compréhension globale des phénomènes étudiés. De la diversité produite par les recherches de Sciences Po, ressortent quelques grands questionnements qui parcourent de manière transversale l'activité des dix unités de recherche, de l'OFCE et des deux programmes transversaux.

L'État et ses recompositions, non seulement en France mais également sur des terrains internationaux, en particulier hors Occident, y occupent une place centrale. Ce thème s'articule à d'autres, tels que les transformations du capitalisme et du marché du travail, les frontières de l'État et l'usage de nouveaux savoirs dans l'action publique, notamment liés au développement du numérique.

Les recherches menées à Sciences Po portent aussi sur la mobilisation, la participation et les comportements politiques. Ces thématiques, traditionnelles quand elles portent sur les évolutions constatées en France, sont de plus en plus nourries par des cas étudiés à l'international. Cet ensemble de travaux questionne la crise de la démocratie représentative, les processus de dé-démocratisation, les rapports entre identités et politique, la recomposition des clivages politiques ainsi que les mécanismes de gestion du danger, les conflits, leurs modes de résolution et les processus de reconstruction. Les institutions, d'hier et d'aujourd'hui, restent aussi un objet d'observation privilégié pour analyser les recompositions politiques et démocratiques.

Le thème des circulations est également prégnant, qu'il mette en jeu des humains à travers l'étude des mobilités et des migrations, des modalités de gouvernement et d'action publique, des modes d'information numériques, ou bien des idées.

Les questions de la mesure et du calcul traversent enfin un grand nombre des recherches menées sur la manière dont les sociétés souhaitent se calculer et se gouverner en construisant leur calculabilité.

L'internationalisation croissante de la recherche à Sciences Po



Une communauté internationale

En 2017, la moitié des recrutements (cinq sur dix) concernent des académiques de nationalité internationale. C'est nettement plus qu'en 2016 et aujourd'hui 22 % des membres de la faculté permanente sont de nationalités étrangères, dont une majorité d'Européens.

En 2016-2017, 41,5 % des doctorants sont internationaux : ils couvrent 41 nationalités et plus de 12 % des doctorants sont en co-tutelle ou en double diplôme avec des universités étrangères¹.

Des objets de recherche internationaux ou comparatifs

En 2017, parmi les financements internationaux, dont la plupart relève des programmes européens, 55 projets soumis sur 65 portent sur un objet purement international ou comparatif. Parmi les financements nationaux, dont la plupart proviennent de l'ANR, cela concerne 23 des 34 projets déposés. Du côté des doctorants, 42 des 70 thèses soutenues en 2016-2017 portent sur des sujets internationaux ou comparatifs.



Des recherches internationales et comparatives

Les recherches portent par ailleurs sur tous les continents et elles sont, depuis très longtemps, comparatives.

¹ Source : École doctorale, *Rapport d'activité année académique 2016-2017*.



Offrant une relecture de Marx, de Weber, de Gramsci et de Foucault, **Béatrice Hibou** s'attaque à l'une des questions centrales de la théorie politique et sociale : la domination de l'État. Conjuguant analyses comparatives de la vie de tous les jours et sciences économiques, elle met en lumière les arrangements, compréhensions et pratiques qui rendent la domination concevable, supportable, et même acceptable et rassurante. Pour le démontrer, l'auteure étudie des contextes autoritaires – en particulier en comparant les cas paradigmatiques du fascisme, du nazisme et du socialisme soviétique en Europe, ceux de la Chine contemporaine et du Nord de l'Afrique et de l'Afrique sub-saharienne.

Béatrice Hibou, *The Political Anatomy of Domination* (Palgrave Macmillan, 2017).



L'État contemporain en Europe connaît tout à la fois des processus de destruction, de marginalisation et des dynamiques de création et d'expansion qui posent question : quels sont les moteurs de ces mouvements contradictoires ? Comment les expliquer ? À quelle sorte d'État ces mutations conduisent-elles ? *Reconfiguring European States in Crisis*, dirigé par **Desmond King** (Andrew W. Mellon Professor of American Government, Professorial Fellow, Nuffield College Oxford, chercheur associé au Centre d'études européennes et de politique comparée - CEE) et **Patrick Le Galès** (Directeur de recherche au CNRS - CEE) cherche à répondre à ces questions. L'ouvrage a mobilisé un groupe de chercheurs européens et a nécessité cinq ans de travail en commun. Plusieurs d'entre eux sont chercheurs à Sciences Po (Jenny Anderson, Philippe Bezes, Olivier Borraz, Colin Hay, Bruno Palier, Tommaso Vitale, Benjamin Lemoine (post doc). Les autres sont des chercheurs européens comparatifs, parmi les plus reconnus (Colin Crouch, Laszlo Bruzt, Donatella della Porta, Philip Genshel, Michael Keating, Niahm Hardiman, Wolfgang Streeck, Sabino Cassese, Mark Thatcher, Hendrik Spruyt...). Le projet a été largement soutenu par OXPO, l'accord de coopération entre Oxford et Sciences Po.

***Reconfiguring European States in Crisis*, dirigé par Desmond King et Patrick Le Galès (Oxford University Press, 2017).**

QUATRE THÉMATIQUES PHARES

Le développement de la recherche à Sciences Po se structure autour de quatre grandes thématiques. Trois traversent les recherches conduites par les unités et programmes de Sciences Po : les phénomènes politiques, les phénomènes économiques et leurs implications sociales auxquelles s'ajoute une quatrième, qui est transverse aux précédentes et qui porte sur les technologies numériques et leurs usages.

L'analyse des phénomènes politiques

La recherche relative aux phénomènes politiques est depuis longtemps au cœur de la production des connaissances à Sciences Po, qu'elle se focalise sur la construction du politique, sur l'étude des institutions (État, agences, établissements publics...), des politiques publiques et autres instruments de gouvernement public, ou s'intéresse à la constitution des opinions politiques, aux comportements politiques, au vote et aux travailleurs du vote.

L'année 2017 a été marquée par des événements politiques et électoraux, en France et dans le monde, qui ont nourri la réflexion des chercheurs de Sciences Po sur les transformations du travail étatique, la démocratie représentative, les populismes et les processus de dé-démocratisation, la violence politique et la guerre.



Les politiques de la réorganisation administrative

Créer de nouvelles agences, fusionner des services, mettre en place des guichets uniques : pourquoi, en France comme à l'étranger, les gouvernants ne cessent-ils de modifier les périmètres et les juridictions des bureaucraties bouleversant ainsi la division du travail étatique ? Depuis les années 1980, les « politiques de l'organisation » sont au cœur des transformations contemporaines des États. Deux formes organisationnelles, souvent opposées de manière schématique, caractérisent ces interventions : la création d'« agences » promouvant la spécialisation, d'un côté ; de l'autre, les fusions, manifestant la lutte contre l'excessive fragmentation organisationnelle et militant en faveur d'organisations intégrées. **Philippe Bezes** et **Patrick Le Lidec**, chercheur au Centre d'études européennes et de politique comparée (CEE), montrent qu'agir sur la division du travail administratif constitue désormais une technique rationalisée de gouvernement, un instrument à part entière de l'exercice du pouvoir.

Revue française de science politique « Politiques de l'organisation. Les nouvelles divisions du travail étatique », dirigé par Philippe Bezes et Patrick Le Lidec (février 2017).



Le dispositif d'enquête inédit déployé par le CEVIPOF pour les élections.

Pour comprendre les élections présidentielles et législatives de 2017, le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) a déployé un dispositif inédit d'enquête en combinant :

1. L'enquête électorale française (Comprendre les logiques de la décision électorale entre novembre 2015 et décembre 2017. En partenariat avec IPSOS et Le Monde, un panel de 25 000 personnes, un autre de 1 000 jeunes de 16 à 18 ans et un dernier de 2 500 personnes non inscrites sur les listes électorales, ont été interrogés dix-sept fois durant vingt mois).
2. Le Baromètre de la confiance politique (En qu(o)i les Français ont-ils confiance depuis 2009 ?).
3. Le projet « Dynamiques politiques 2014-2017 » (Quelles sont les priorités politiques selon les Français entre 2014 et 2017 ?).

L'étude des phénomènes économiques

Les recherches menées à Sciences Po s'intéressent aux phénomènes économiques. Elles saisissent ces objets dans une perspective économique, sociale, politique, juridique et historique. De fait, cette thématique est commune à l'ensemble des unités et programmes de recherche de Sciences Po.

En 2017, les recherches relatives aux phénomènes économiques se sont penchées sur la notion de crises, qu'elles soient économiques ou financières, et ont su articuler questions économiques et sociales. Elles ont particulièrement travaillé les notions de marché, de libéralisme et de concurrence.



Faire la concurrence. Retour sur un phénomène social et économique

La concurrence est-elle un processus évolutif ? Comment la définir et la réguler ? Que signifie être en concurrence, faire la concurrence ? C'est à ces questions que deux chercheuses et un chercheur du Centre de sociologie des organisations (CSO), **Patrick Castel**, **Léonie Hénaut** et **Emmanuelle Marchal**, se proposent de répondre dans un ouvrage qu'ils ont dirigé. Ils avancent que la concurrence ne s'impose pas comme une force inexorable à des acteurs qui la subiraient passivement mais qu'au contraire toutes sortes d'acteurs participent à ses dynamiques – sa définition, sa régulation – voire à la définition de son périmètre. La concurrence touche ainsi toutes les formes d'organisation et repose principalement sur deux méthodes : les opérations de classement (sans lesquelles aucune comparaison n'est possible) et les appels d'offres. Les auteurs montrent également que, au-delà des affrontements qu'elle suscite, la mise en concurrence peut aussi avoir un caractère socialisateur et amener à nouer de nouvelles alliances et/ou à réfléchir à ce qui soude les acteurs, à leur identité collective et à ce qui les singularise. La perspective dessinée par cet ouvrage laisse donc apparaître des acteurs réflexifs, dotés d'une capacité – certes inégalement distribuée – à négocier et définir les conditions de possibilité de la concurrence.

Patrick Castel, Léonie Hénaut, et Emmanuelle Marchal, Faire la concurrence. Retour sur un phénomène social et économique (Presses des mines, février 2017).



Measuring Tomorrow. Accounting for Well-Being, Resilience, and Sustainability in the Twenty-First Century

Jamais dans l'histoire de l'humanité autant de données n'ont été produites. Cette révolution a eu un impact profond sur la recherche économique et la manière de faire de la politique. Mais mesure-t-on et gère-t-on les bonnes choses, c'est-à-dire celles qui nous aideront à résoudre les défis sociaux, économiques, politiques et environnementaux du XXI^{ème} siècle ? Dans un ouvrage paru en 2017, **Éloi Laurent**, chercheur à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), défend l'idée qu'il faut s'éloigner des indicateurs dont l'usage est trop étroit (comme le PIB) et utiliser à la place des indicateurs plus larges permettant de mesurer le bien-être, la résilience et la soutenabilité. Les pays qui adopteront de tels indicateurs pourront se détacher d'objectifs de croissance irréalistes et travailler à atteindre des objectifs de justice sociale et de qualité de vie de leurs citoyens en matière de santé, d'éducation et d'environnement. L'auteur estime qu'il est temps que ces indicateurs élargis soient mobilisés par des décideurs privés comme publics pour développer de nouvelles politiques, aux niveaux local et global. Les cas d'étude proposés dans cet ouvrage sont mondiaux puisqu'ils concernent les États-Unis, l'Europe, la Chine, l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Inde.

Éloi Laurent (2017), *Measuring Tomorrow. Accounting for Well-Being, Resilience, and Sustainability in the Twenty-First Century*, Princeton University Press.



Voler pour survivre

Quels sont les impacts d'une crise économique sur le niveau de criminalité ? C'est cette question classique mais jamais vraiment résolue que **Roberto Galbiati**, chercheur au Département d'économie, **Vincent Bignon** et **Eve Caroli** essaient d'élucider dans cet article en renversant le questionnement et en se demandant si un ralentissement économique fait augmenter le taux de criminalité, enclenchant alors un cercle vicieux : crise, criminalité, moindre dynamisme économique – prolongeant l'effet de la crise originelle. Cependant établir et mesurer les liens de cause à effet entre criminalité et économie est ardu tant les facteurs pouvant intervenir sont nombreux. Pour surmonter cette difficulté, Roberto Galbiati et ses co-auteurs ont adopté une approche originale en se basant sur un cas « grandeur nature » : la crise du phylloxera qui a touché la France au XIX^{ème} siècle et généré une crise économique d'importance. Pour évaluer l'impact effectif de cette crise, ils ont collecté – département par département – des données administratives sur les crimes aux personnes et les crimes contre les biens, ainsi que les délits mineurs. Les résultats suggèrent que la crise a fait considérablement augmenter le taux de crimes contre les biens et baisser le taux de crimes sur les personnes de façon significative. Les auteurs en concluent que les crises et les réductions d'effectifs, phénomènes a priori temporaires, peuvent – via la multiplication de crimes contre les biens – avoir des effets de long terme et qu'ils doivent par conséquent être considérés comme une priorité pour l'action publique.

Roberto Galbiati, Vincent Bignon et Eve Caroli (2017), « Stealing to Survive? Crime and Income Shocks in Nineteenth Century France », *The Economic Journal*.

Inégalités, stratifications, discriminations

Les recherches conduites par la communauté scientifique de Sciences Po portent largement sur la question des inégalités, des discriminations et des stratifications sociales, thématique renforcée par l'implication du Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques (LIEPP) dans de nombreux projets s'inscrivant dans ce champ.

En 2017, le sujet de l'immigration, des migrations et des migrants, en France et dans le monde, a constitué un axe de recherche particulier qui contribue à enrichir la réflexion générale sur les inégalités et les discriminations, en y introduisant notamment les notions de transnationalisme et de frontières.



Gérer les migrations, gérer les migrants : une perspective historique et transnationale sur les migrations dans les monarchies du Golfe

Dans cet article, **Hélène Thiollet**, chercheure au CERI, explore la gestion des migrations dans les monarchies du Golfe depuis les années 1930. Elle décrit les dynamiques d'importation de main-d'œuvre et les politiques d'immigration en soulignant la nature hybride et transnationale de la gestion des migrations. Les flux migratoires et les vies des migrants sont en effet structurés par des institutions publiques et privées qui opèrent entre les pays d'origine et d'accueil des migrants. L'article décrit donc les stratégies politiques des États à l'échelle nationale et internationale (diplomatie) ainsi que l'ensemble des acteurs privés, notamment les entreprises pétrolières qui ont contribué à structurer à la fois les flux migratoires et la vie des migrants dans les monarchies du Golfe au cours du xx^{ème} siècle. Pour conceptualiser cette gestion des migrations, l'auteure propose de parler de transnationalisme illibéral.

Hélène Thiollet (2017), « Gérer les migrations, gérer les migrants : une perspective historique et transnationale sur les migrations dans les monarchies du Golfe », Arabian Humanities.



Les liens transnationaux des immigrés et des descendants

Les progrès continuels des technologies de transport et de communication facilitent la circulation des humains et de l'information par-delà les frontières des États-nations, renforçant la capacité des migrants à maintenir des liens soutenus avec leur pays d'origine. Cela conduit certains chercheurs à voir en eux des figures centrales du transnationalisme ou des « transmigrants ». Dans cet article, **Mirna Safi**, chercheuse à l'Observatoire sociologique du changement (OSC), exploite les données de l'enquête Trajectoires et Origines (TeO) produite par l'INED et l'INSEE, pour comparer les liens transnationaux de deux générations d'immigrés. L'auteure souligne comment le concept de « transnationalisme » permet de sortir d'une conception linéaire qui n'envisage qu'une convergence des pratiques des populations immigrées vers les natifs au fil du temps et des générations. Le transnationalisme invite à considérer de concert le maintien des relations au pays d'origine et le processus d'intégration dans le pays hôte. L'auteure pose la question de l'évolution des relations transnationales d'une génération à l'autre : doit-on s'attendre avec la seconde génération, comme beaucoup d'auteurs le suggèrent, à un affaiblissement des contacts avec le pays d'origine des parents ? Les résultats montrent qu'un ensemble de déterminants affecte de manière très similaire la propension des premières et deuxième générations immigrées à entretenir des liens transnationaux et invitent à relativiser l'importance de la notion de génération d'immigration dans la théorie de l'intégration et à ne pas voir les premières et secondes générations d'immigrés comme des ensembles homogènes. **Mirna Safi (2017), « Varieties of Transnationalism and Its Changing Determinants across Immigrant Generations: Evidence From French Data », *International Migration Review*.**



Handicap : de l'action publique aux expériences de vie

Au cours des dernières années, les politiques françaises du handicap se sont enrichies d'une dimension collective visant à mieux inclure socialement les personnes concernées. Comment ces politiques sont-elles perçues par leurs destinataires ? Atteignent-elles leur but, à savoir améliorer la vie en société des personnes handicapées ? C'est l'objet de la recherche menée par **Anne Revillard**, chercheuse à l'OSC et au LIEPP. En France, ces politiques se sont construites au fil du temps par l'accumulation de mesures de protection sociale et de réadaptation, à partir d'une approche essentiellement médicale et individuelle de la question. Un autre modèle de politique s'est affirmé aux États-Unis : le modèle « des droits civiques » a favorisé des mesures d'inclusion des personnes handicapées et la conduite de politiques antidiscriminatoires, leur reconnaissant la qualité de groupe minoritaire. Cette nouvelle conception s'est progressivement implantée en France, à partir de 1975, et elle a influencé la Loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées votée en 2005. Anne Revillard étudie ses effets et s'inscrit dans le courant des « disability studies » pour mesurer si l'expérience sociale du handicap a changé, et si la place des personnes handicapées dans la stratification sociale s'est transformée en France. **Anne Revillard (2017), « La réception des politiques du handicap : une approche par entretiens biographiques », *Revue française de sociologie*.**

Le numérique, ses usages et ses effets

La communauté scientifique de Sciences Po étudie les répercussions multiples du déploiement et de l'utilisation du «big data» sur les modes de vie, les pratiques et les modes de gouvernement. De surcroît, elle s'intéresse au numérique d'un point de vue méthodologique, en termes de possibilité offerte aux sciences sociales dans le renouveau des méthodes d'identification, de construction et de traitement des données rendues disponibles par la numérisation.

L'année 2017 a été marquée par l'obtention d'un ERC Starting Grant, intitulé Socio-Semantic Bubbles of Internet Communities, par Camille Roth, chercheur au médialab. En matière de recrutements académiques, Sciences Po continue de porter un effort particulier sur la thématique du numérique. Cette politique s'est traduite par le recrutement de Jean-Philippe Cointet, spécialiste de sciences computationnelles, en tant qu'associate professor rattaché au médialab. Les recrutements de deux assistant professors en tenure track (postes privés) ont été lancés en 2017 : en science politique sur un profil «E-government» et en sociologie sur un profil « Inégalités et usages du numérique ».



La chaire « Ville et numérique »

En mars 2017, l'École urbaine de Sciences Po, avec le CEE, a inauguré une nouvelle chaire de recherche et d'enseignement intitulée « Villes et numérique ». Elle a pour objet de développer enseignements et recherches sur les transformations des villes au regard de la révolution numérique, en y associant des entreprises. Placée sous la responsabilité de Patrick Le Galès et de Brigitte Fouilland, respectivement doyen et directrice exécutive de l'École urbaine, et abritée par cette école, la chaire est animée par Antoine Courmont, postdoctorant intégré au CEE, qui en est le responsable scientifique. Quatre mécènes, engagés dans un partenariat de trois ans, soutiennent la chaire : Cisco, La Poste, Réseau de Transport d'Électricité (RTE) et la Caisse des Dépôts. La Chaire « Villes et numérique » vise à ouvrir de nouveaux champs de recherche questionnant l'interaction entre numérique et gouvernance territoriale, dans une perspective comparée – notamment entre Paris et Lyon – en développant deux axes de questionnement : le premier concerne les rapports entre le numérique et les territoires (que fait le numérique à la ville ? Inversement, que fait la ville au numérique ?) ; le second questionne ce que l'usage croissant des données fait aux politiques urbaines et permet d'identifier l'évolution des modalités de coordination des acteurs par l'intermédiaire des données.



Quand le web éclaire la transformation des messages

On sait que la transmission de messages entre individus est souvent imparfaite et/ou partielle. Il peut suffire qu'un mot ou un ensemble de mots soient transformés pour en altérer le sens véhiculé initialement. Nombreux sont les chercheurs qui s'attèlent à explorer ce phénomène et c'est l'objectif que **Camille Roth**, chercheur au médialab, et **Sébastien Lerique**, jeune chercheur à l'École des hautes études en sciences sociales, ont poursuivi. L'originalité de leur étude est qu'elle a été menée in vivo, en s'appuyant sur la transmission de messages dans la blogosphère et en exploitant l'avalanche des traces numériques, alors que ce type de recherches se déroule habituellement en laboratoire. L'idée directrice de Camille Roth et Sébastien Lerique était de tester sur pièces la validité de la théorie connue sous le nom de *Cultural Attraction Theory* (CAT), selon laquelle il existe des attracteurs culturels et des phénomènes de reformulation préférentielle qui expliqueraient que malgré la reformulation plus ou moins fidèle des énoncés d'individu à individu, on observe une convergence du contenu à l'échelle d'un collectif. Forts des résultats encourageants de cette première expérience, Camille Roth et Sébastien Lerique développent à présent une série de recherches visant à explorer des transformations plus complexes telles que le remplacement de pans entiers de phrase ou des reformulations syntaxiques, et ils étudient leurs mécanismes et leurs incidences.

Camille Roth, Sébastien Lerique (2017), «The Semantic Drift of Quotations in Blogspace: A Case Study in Short-Term Cultural Evolution», *Cognitive Sciences*.

LA TRANSVERSALITÉ ET L'INTERDISCIPLINARITÉ, MISES EN ÉVIDENCE PAR LE BILAN HCERES

Le bilan réalisé en 2017 à l'occasion de la rédaction par les unités de recherche de leurs rapports d'auto-évaluation pour le Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES), a révélé la fréquence des collaborations entre ces unités au cours de la dernière période quinquennale. Ces actions sont de natures diverses.

Elles concernent d'abord des **projets de recherche**. Plusieurs projets ont ainsi associé différentes unités de recherche de Sciences Po :

- Le projet RICARDO (Centre d'histoire de Sciences Po/CHSP et médialab).
- Les projets TRUST et SOWELL (département d'économie et médialab).
- Les projets relatifs à l'évaluation de la fabrique de la loi et de la révision constitutionnelle de 2008, associent des politistes et des juristes sous l'égide du LIEPP.
- Une collaboration scientifique sur le droit de l'innovation lie l'École de droit et le médialab.
- L'axe de recherche relatif aux transformations du capitalisme, lancé par le CEE, s'est développé avec le LIEPP et le MaxPo, etc.

Elles donnent lieu à l'organisation d'**événements scientifiques**, ponctuels ou récurrents :

- Le colloque international sur les violences de masse en Europe et en Asie, entre 1931 et aujourd'hui, a été organisé par le CHSP et le CERI.
- De nombreux séminaires de recherche sont pilotés conjointement par plusieurs unités de recherche : «Cities are back in town», OSC et CEE ; les sciences sociales en question : les grandes controverses épistémologiques et méthodologiques, CEE et CERI ; droit et sciences sociales, École de droit et CERI ; l'Europe et le politique : approches théoriques et empiriques, CEE, CERI et CHSP ; littérature et sciences sociales : plateforme de discussions entre littéraires et chercheurs en sciences sociales, CSO et CHSP.
- Des journées d'études conjointes sont organisées comme celle relative aux populismes qui lie le CEE et le CHSP.
- Des journées doctorales communes se tiennent entre le CERI et le CHSP sur le thème « Mondes soviétiques / Mondes communistes ».
- Un groupe de recherche pluridisciplinaire sur l'Italie contemporaine associe le CHSP et le CERI, etc.

Elles portent sur des **questions méthodologiques** :

- Au cours de cette période quinquennale, le séminaire méthodologique METSEM a vu le jour grâce à une initiative des ingénieurs de recherche du CEVIPOF et de l'OSC mais il mobilise aujourd'hui les personnels de toutes les unités. Il vise à répondre aux besoins croissants de formation des utilisateurs ayant à appliquer différentes méthodes d'analyse quantitatives et/ou qualitatives de données à l'aide d'outils et de procédures adaptés. Il s'inscrit dans une optique de partage des connaissances et de retours d'expérience sur toute la chaîne de traitement de la donnée, du recueil, en passant par la préparation, l'analyse et la visualisation.

Elles se concentrent sur des questions relatives aux **bases de données**, qu'il s'agisse de les constituer, de les exploiter ou de les diffuser :

- Dans le cadre du projet ANR EUROPOLIX, une base de données relative aux processus politiques dans l'UE de 1993 à 2014 a été réalisée par l'École de droit et le Centre de données socio-politiques (CDSP).
- Des travaux conjoints visant à rendre comparables des jeux de données apparemment incompatibles ont été menés dans le cadre du projet Politiques de la terre (médialab et CEVIPOF) tandis que d'autres avaient pour objectif de diffuser des jeux de données (CDSP et CEVIPOF sur la thématique de la confiance politique).



Viewing Trade Globalization in the Long Run : the RICardo Project

Projet achevé en 2017 et financé dans le cadre du *Scientific Advisory Board*, appel à projets interne. Le projet RICardo a été initié en 2004 par une équipe d'historiens économistes de Sciences Po et est parti de plusieurs constats : les bases de données existantes sont généralement construites par des chercheurs isolés pour les besoins d'un travail de recherche personnel ; elles ne couvrent pas l'ensemble des pays du monde ; elles ne remontent pas avant 1870 ; elles ne peuvent être utilisées que par un public spécialisé. À partir de 2015, ce projet a bénéficié de la collaboration du médialab pour la construction de la base de données et la mise au point d'un site dédié au commerce bilatéral des pays du monde sur la période 1800-1938. L'objectif du projet RICardo est de collecter des données sur le commerce bilatéral de tous les pays du monde du début du XIX^{ème} siècle à 1938 et de les mettre à la disposition d'un large public pour une large palette d'utilisations. RICardo permet de savoir en «un-click» quelles ont été les exportations de l'Inde vers la France en 1841, comment évolue le commerce total de la Chine entre 1864 et 1913, ou encore d'obtenir une estimation des exportations mondiales sur la période 1800-1938. Elle facilite l'accès à une vision historique et synthétique du commerce international tout en offrant aux chercheurs spécialisés la possibilité d'exploiter les données pour une recherche plus approfondie. La base RICardo est une base évolutive. L'ambition est de continuer à l'améliorer et à la compléter en recueillant de nouvelles sources statistiques commerciales.

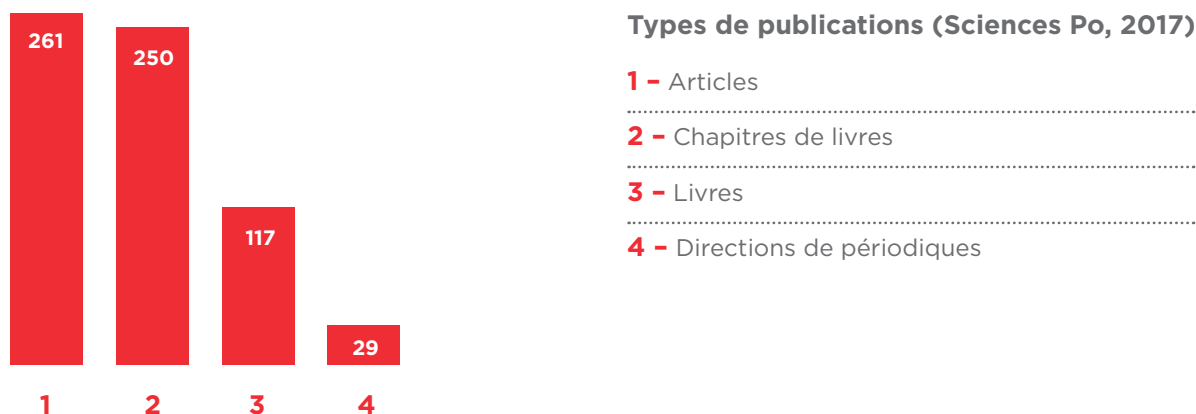


QUELS SONT LES PRINCIPAUX RÉSULTATS DE LA RECHERCHE À SCIENCES PO EN 2017 ?

LES PUBLICATIONS

Les membres de la communauté académique de Sciences Po ont signé plus de 650 publications scientifiques en 2017 : 261 articles dans des revues à comité de lecture, plus de 115 ouvrages, 250 chapitres, une trentaine de directions de numéros de périodiques².

Près de la moitié des articles sont publiés dans une autre langue que le français, dont 45 % en anglais. L'italien est la troisième langue des publications de Sciences Po avec 16 publications en 2017. Sporadiquement, des travaux sont également publiés en espagnol, en allemand, en arabe, en russe, en portugais, en polonais, en japonais, en coréen et en chinois.



² Source : SPIRE.



Marine Bourgeois, docteure du CEE en 2017, a reçu la même année le prix de l'article scientifique sur l'habitat social, délivré par l'Union sociale pour l'habitat / CDC

Ce prix consacre sa contribution à l'ouvrage collectif, dirigé par **Pierre-Yves Baudot** et **Anne Revillard**, *L'État des droits. Politique des droits et pratiques des institutions*. Dans le chapitre qu'elle a rédigé, l'auteure prend pour objet l'arsenal juridique et réglementaire qui encadre strictement les pratiques des acteurs en matière d'attribution des logements sociaux. Elle observe que, dans la mise en application de cette réglementation, les bailleurs sociaux sont confrontés à deux catégories d'action publique, concurrentes et non hiérarchisées, que sont la mixité sociale et le droit au logement : loger les ménages les plus démunis tout en assurant l'entrée de profils diversifiés dans le parc, afin de garantir la mixité dans les immeubles et les territoires. L'auteure montre comment s'articulent en pratique les règles du jeu nationales et locales, les stratégies organisationnelles, les pratiques professionnelles et les représentations des agents dans la construction et la mobilisation des critères d'attribution.

Pierre-Yves Baudot et Anne Revillard, *L'État des droits. Politique des droits et pratiques des institutions* (Presses de Sciences Po, 2015).



Un prix dans le domaines des études internationales

Ariel Colonomos, chercheur au CERI, reçoit en 2017 l'Ethics Book Award, décerné par l'Association des études internationales, pour son ouvrage, *Selling the Future: The Perils of Predicting Global Politics*. Il y examine les paradoxes des discours de prévisions et d'avenir. Il révèle comment les futurs sont formés par des spécialistes des sciences sociales, des think tanks et des agences de notation.

Ariel Colonomos, *Selling the Future: The Perils of Predicting Global Politics* (Hurst, 2016).



Sciences Po et l'open access

Appel de Jussieu

En 2017, Sciences Po a contribué à la rédaction de l'appel de Jussieu pour la Science ouverte et la bibliodiversité. Cet appel, signé par Sciences Po et de nombreux autres établissements d'enseignement supérieur et de recherche français, belges et allemands (USPC, UPMC, INRA, CNRS, PSL, Aix-Marseille université, Université de Namur, Université Saint Louis, Max Weber Foundation, etc.), invite à la constitution d'un consortium international d'acteurs. Son premier objectif est de fédérer les initiatives nationales ou locales existantes et de construire un cadre opérationnel de financement de l'innovation en matière de publication en accès ouvert. Il s'agit de permettre à la communauté scientifique de reprendre le contrôle du système éditorial, en promouvant notamment, des modèles économiques de publication qui n'impliquent ni le paiement par les auteurs pour publier, ni le paiement par les lecteurs pour accéder aux textes.

Du côté de SPIRE

Le nombre de création de notices dans SPIRE, l'archive ouverte institutionnelle de Sciences Po, a été multiplié par deux par rapport à 2016, en lien avec la préparation des unités de recherche de Sciences Po à leur évaluation par le HCERES. C'est sur les articles à comité de lecture que l'effort a été porté puisque les notices créées concernent en premier lieu ce type de publication (20 % des créations).

Afin de disposer de statistiques fiables concernant les consultations et téléchargements de publications, de nouvelles fonctionnalités ont été développées dans SPIRE afin d'exclure le comptage d'activités liées aux robots. Cette comptabilisation plus objective explique que le nombre de téléchargements en 2017 (11 000) soit nettement inférieur à celui de 2016 (plus de 2 millions). On note que les thèses et les articles à comité de lecture sont les documents les plus téléchargés (environ 25 % du total des téléchargements pour chacune de ces catégories de publications).

Ces nouveaux modules statistiques permettent de mieux identifier l'origine géographique des téléchargements sur SPIRE. Il apparaît que les publications sont d'abord lues au niveau national puisque plus de 7 500 proviennent de la France. À l'international, les téléchargements se répartissent sur quelques pays des continents africain, américain et européen : cela témoigne autant des relations historiques nouées en matière de recherche entre ces pays et la France que des relations institutionnelles et scientifiques établies entre Sciences Po, sa communauté académique et certains établissements d'enseignement supérieur de ces pays.

Origine des téléchargements en 2017 (hors France)



AU-DELÀ DES PUBLICATIONS

La production scientifique à Sciences Po ne se limite pas aux publications académiques. La communauté scientifique de Sciences Po intervient aussi dans les débats de société, par l'écriture d'articles de presse, la réponse à des interviews audiovisuelles ou la production de contributions mises en ligne sur des sites web. En 2017, près de 350 interventions de ce type ont été réalisées par la communauté scientifique de Sciences Po³.

Dans ce domaine, on notera en 2017, l'exposition *Voting matters : citoyenneté et technologies des élections en Afrique*, organisée par la Bibliothèque de Sciences Po et le CERI.

L'EXPOSITION – VOTING MATTERS : CITOYENNETÉ ET TECHNOLOGIES DES ÉLECTIONS EN AFRIQUE



Partout en Afrique, les élections font l'objet d'une attention constante. Les scrutins de ces dernières années ont été émaillés de fraudes et de violences mais ils ont également été marqués par des victoires incontestées, des transitions pacifiques et des taux remarquables de participation. Cette exposition, créée par l'Institut français de recherche en Afrique (IFRA) et d'abord hébergée par le Musée national de Nairobi, présente des matériaux de campagnes électorales collectés partout en Afrique ainsi que des photographies symboliques des moments clés de l'histoire. Elle met en évidence à la fois l'évolution des technologies électorales et l'évolution de cultures politiques. L'exposition couvre un large éventail de sujets qui font l'objet de vifs débats tant à l'intérieur du continent qu'au-delà.

³ Source : SPIRE.

Tout au long de l'année 2017, près de 500 séminaires, job talks, etc. et plus de 250 conférences, débats, workshops, etc. ont été organisés par les centres de recherche et les programmes transversaux de Sciences Po.

6^E CONGRÈS DU GROUPEMENT D'INTÉRÊT SCIENTIFIQUE ÉTUDES ASIATIQUES (GIS ASIE)



Du 26 au 28 juin 2017 Sciences Po a reçu le **6^e Congrès du Groupement d'intérêt scientifique Études asiatiques (GIS Asie)**, organisé par le CERF, avec la participation des institutions membres du GIS et de l'École d'affaires internationales. Né en 2013 à l'initiative du CNRS et de 15 autres établissements publics de recherche et d'enseignement supérieur, le GIS Asie compte aujourd'hui 21 institutions membres. Son but est de mettre en commun des compétences scientifiques et des moyens en faveur de la recherche française en sciences humaines et sociales sur l'Asie. Le congrès est un lieu de rencontres entre chercheurs de différentes disciplines, qui travaillent sur des aires culturelles distinctes ou encore entre chercheurs français et étrangers, entre jeunes chercheurs et chercheurs confirmés. Pour l'édition 2017, qui s'est tenue à Sciences Po sur trois jours, un millier de participants sont venus aux très nombreuses sessions et tables rondes ainsi qu'aux 170 ateliers centrés autour de résultats de recherche récents ou de présentations d'ouvrages et/ou revues récemment parus. Les ateliers étaient regroupés en une quinzaine de parcours thématiques, notamment sur l'aménagement du territoire, les migrations, les questions de genre. Toutes les disciplines des sciences humaines et sociales étaient représentées : histoire, géographie, anthropologie, linguistique, sociologie, économie, droit, sciences politiques, etc.

OCTOBRE 2017, UNE CONFÉRENCE FINALE POUR L'ACHÈVEMENT DU PROJET EGERA

Du 16 au 18 octobre 2017, s'est tenue à Sciences Po, la conférence finale du projet EGERA, au cours de laquelle ont été consolidés les recommandations, engagements et propositions d'action en faveur de la parité (*Gender Equality Action Plans* - GEAPs).

Depuis le 1^{er} janvier 2014 jusqu'au 31 décembre 2017, Sciences Po a coordonné le projet EGERA, sélectionné dans le cadre de l'appel « Sciences et Société » du 7^e Programme Cadre de Recherche et de Développement Technologique de l'Union Européenne. Cette coordination est réalisée via PRESAGE,

le Programme de Recherche et d'Enseignement des SAVOIRS sur le GENRE piloté depuis l'OFCE. Sept institutions européennes se sont engagées dans cette voie au côté de Sciences Po. Toutes vont devoir mettre en place une révision systématique des procédures et des dynamiques inégalitaires à l'œuvre en leur sein en vue d'établir une égalité réelle entre femmes et hommes dans la recherche et l'enseignement supérieur : pratiques de recrutement, de promotion ou de formation du personnel, conditions de travail et de conciliation des temps de vie ainsi que pratiques de gouvernance, de consultation et d'évaluation.

SCIENCES PO DANS LES CLASSEMENTS INTERNATIONAUX

Le **Times Higher Education** (THE), qui dresse chaque année un classement mondial des universités par thématique, a placé Sciences Po à la 50^{ème} position mondiale en sciences sociales et comme la 1^{ère} université française dans ce domaine, alors qu'aucun établissement français ne figurait dans le top 100 mondial en 2016.

En 2017, Sciences Po a confirmé sa quatrième place mondiale en « science politique et relations internationales » dans le **classement QS 2017** des meilleures universités par discipline. Classée juste derrière Harvard, Oxford et la London School of Economics, Sciences Po est la première université d'Europe continentale dans cette thématique.

Dans le classement **U Multirank**, Sciences Po maintient en 2017 d'excellents scores en matière de recherche, en particulier son orientation internationale. U Multirank note que 44 % des publications sont le résultat de collaborations avec des chercheurs d'universités partenaires et que les doubles diplômes et cotutelles de thèses contribuent à la dimension internationale de Sciences Po. Ce classement souligne également la capacité de Sciences Po à remporter des fonds dans le cadre des appels à projets européens et nationaux et relève sa politique dynamique et en constante croissance de recrutements de post-docs.

LES DISTINCTIONS

Une médaille d'argent du CNRS



En 2017, **Agnès van Zanten**, directrice de recherche CNRS à l'OSC, a été distinguée par une médaille d'argent du CNRS. Ses recherches mettent en lumière le fonctionnement inégalitaire du système éducatif français et s'intéressent aussi bien aux politiques et aux dispositifs visant à accroître l'égalité des chances et des résultats, qu'aux choix éducatifs des familles et des élèves, et aux logiques d'action des établissements d'enseignement. La chercheuse met en œuvre une approche qualitative fondée sur des entretiens et des observations, ainsi qu'une démarche comparative à l'échelle internationale. Agnès van Zanten s'intéresse depuis une dizaine d'années à la formation des élites et à l'accès à l'enseignement supérieur, dans le but de comparer des modèles nationaux et leurs effets sur les inégalités.

Trois doctorats Honoris Causa en 2017



Le 12 décembre 2017, s'est tenue à Sciences Po une cérémonie de remise du titre de **Docteur Honoris Causa**, décerné à trois professeurs aux parcours exceptionnels : **Daphne Barak-Erez**, professeure à la faculté de droit de l'université de Tel-Aviv, membre de la Cour Suprême d'Israël, **Jane Mansbridge**, professeure à la Kennedy School of Government de l'université d'Harvard et **Ibrahima Thioub**, professeur à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), recteur de cette université. Les éloges ont été prononcés par trois membres de la faculté permanente, Christophe Jamin, professeur des universités à Sciences Po, doyen de l'École de droit de Sciences Po, Annabelle Lever, professeure des universités à Sciences Po, CEVIPOF et Jakob Vogel, professeur à Sciences Po, CHSP.

LES RÉCIPENDAIRES

Daphne Barak-Erez est une juriste reconnue internationalement, spécialiste du droit constitutionnel et du droit administratif. Elle a été doyenne de la faculté de droit de l'université de Tel-Aviv en 2011.

Jane Mansbridge est l'auteur de *Beyond Adversary Democracy* (University of Chicago Press, 1980) une étude empirique et théorique de la démocratie. Elle a été présidente de l'Association américaine de science politique en 2012-2013. Ses recherches actuelles portent notamment sur la représentation, la délibération démocratique et l'activisme quotidien.

Ibrahima Thioub compte parmi les meilleurs spécialistes de l'histoire sociale et culturelle de l'Afrique. Depuis Dakar, où il n'a jamais cessé d'enseigner et de s'engager au sein de la communauté scientifique locale, il porte une voix forte dans les débats contemporains sur la place de l'Afrique dans le monde. Ses travaux et son enseignement portent principalement sur l'historiographie africaine, notamment les systèmes de domination et leurs idéologies, les esclavages et les traites négrières qu'il envisage dans une perspective plurielle, à la fois économique, sociale, culturelle et juridique. Il s'intéresse en particulier au « facteur chromatique à l'œuvre dans la construction identitaire » en Afrique.

Sciences Po reçoit la distinction Human Resource Excellence in Research



HR EXCELLENCE IN RESEARCH

En décembre 2017, la Commission européenne a décerné à Sciences Po le label **HR Excellence in Research**, distinguant ainsi l'engagement de l'établissement en faveur de la stratégie européenne de ressources humaines pour les chercheurs (*Human Research Strategy for Researchers/HRS4R*).

Ce label vient récompenser une démarche affirmée d'amélioration des pratiques de recrutement, d'accueil et de gestion des carrières des chercheurs, déclinée en un plan d'action à la fois ambitieux et réaliste qui se déroulera sur quatre ans.

Les bénéfices de l'obtention de ce label pour Sciences Po sont majeurs et s'inscrivent dans sa stratégie de développement. Il constitue un atout pour soutenir l'attractivité internationale de Sciences Po, ainsi que pour assurer la sécurisation des financements européens dans le cadre du programme Horizon 2020. Il garantit que la recherche et ses spécificités sont au centre des préoccupations de l'ensemble de l'établissement et que les évolutions de la recherche, notamment en matière d'internationalisation, de financement et d'évaluation sont prises en compte par tous les partenaires des chercheurs au sein de Sciences Po.

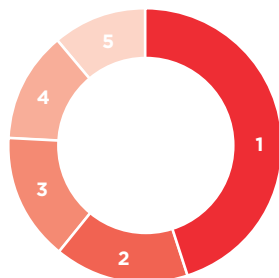
LES ACTIVITÉS DE FORMATION

La formation doctorale

Les doctorants et les doctorantes de Sciences Po sont à la fois inscrits dans l'un des programmes disciplinaires de l'École doctorale (droit, économie, histoire, science politique et sociologie) et rattachés à l'un des centres de recherche de Sciences Po, dont ils sont membres à part entière.

Le taux d'admission à l'inscription en thèse à Sciences Po se maintient aux alentours de 25 % à 30 % du nombre de candidats et candidates, sauf en droit où le taux de sélection est de 10 %.

Le taux de financement est de 100 % depuis 2013, les contrats doctoraux du MaxPo et du LIEPP contribuant à l'obtention de ce résultat ⁴.



Doctorantes et doctorants par discipline (Sciences Po 2016-2017)

1 - Science politique 45 %

2 - Histoire 16 %

3 - Sociologie 15 %

4 - Économie 13 %

5 - Droit 11 %

DOCTORANTES ET DOCTORANTS PAR DISCIPLINE

325 doctorantes et doctorants étaient en thèse à Sciences Po en 2016-2017, un chiffre en baisse de 10 % par rapport à 2015-2016 qui s'explique par la volonté politique de n'inscrire que des doctorants et doctorantes financés et de limiter le nombre de thèses à encadrer par directeur et directrice de thèse. Comme en 2015-2016, le nombre de doctorantes (164) est à peine supérieur à celui des doctorants (161) mais masque des disparités selon les disciplines. Ainsi, les femmes sont plus nombreuses en droit (57 %), en science politique (60 %) et en sociologie (62 %), discipline qui cette année accueille la plus forte proportion de doctorantes (en 2015-2016, c'était la science politique avec 62 %). L'histoire et l'économie demeurent des disciplines accueillant plus largement des hommes, respectivement 66 % et 80 %. Les 60 nouvelles doctorantes et nouveaux doctorants inscrits en première année de thèse montrent des tendances différentes puisque les doctorantes (5) en histoire sont plus nombreuses que les doctorants (3) et en économie le nombre de doctorantes et de doctorants est équivalent (3 + 3).

⁴ Source : rapport d'activité de l'École doctorale.



La formation doctorale à Sciences Po en 2016-2017 - Quelques chiffres

70 thèses soutenues, dont
5 en cotutelle et
2 dans le cadre d'un double diplôme.

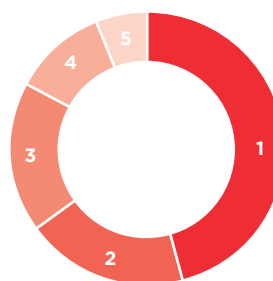
60 jeunes chercheurs et chercheuses admis en thèse.

41 nationalités parmi ces derniers.

30 doctorants et doctorantes en cotutelle et **10** en double diplôme.

19 prix de thèse,
1 prix pour des mémoires de recherche,
1 prix pour un essai et
1 prix pour un article.

35 nouvelles thèses mises en ligne dans SPIRE. Les thèses constituent le document le plus téléchargé dans SPIRE (26 % des téléchargements en 2017⁵).



Soutenances de thèses (Sciences Po 2016-2017)

1 - Science politique **46 %**

2 - Sociologie **19 %**

3 - Économie **18 %**

4 - Histoire **11 %**

5 - Droit **6 %**

Par rapport à 2015-2016, la répartition par discipline du nombre de thèses soutenues montre une augmentation importante en économie (**+11 %**) et en sociologie (**+10 %**).

⁵ Source : SPIRE.



Hadrien Coutant reçoit en 2017 le prix de thèse de la Fabrique de l'industrie

Il a soutenu sa thèse intitulée *Un capitalisme d'ingénieurs. Construire un groupe aéronautique après fusion*, en 2016, au CSO sous la direction de Pierre-Éric Tixier. Cette recherche interroge la dynamique d'intégration d'un groupe industriel après une fusion. Elle se fonde sur la trajectoire de l'entreprise aéronautique Safran, entre 2005 et 2015. À partir d'une ethnographie, réalisée dans une division de Recherche et Développement en électronique embarquée, et de littérature grise, la thèse étudie les stratégies d'intégration à deux niveaux de l'entreprise : la direction générale et des équipes d'ingénierie. L'objet de cette thèse est de comprendre comment cette intégration a été possible alors que des forces centrifuges opposent la direction générale et la division de R&D, cette dernière poursuivant des dynamiques de rationalisation du travail contradictoires avec celles de l'intégration. La notion de « capitalisme d'ingénieurs » permet d'expliquer le mode d'intégration spécifique de Safran qui, tout en s'inscrivant dans l'idéologie professionnelle des grands corps d'ingénieurs, devient économiquement viable en raison de la forme spécifique du marché aéronautique et du type de concurrence qui s'y joue. Le capitalisme d'ingénieurs permet à la direction de faire converger stratégie de marché, enrôlement des actionnaires – dont l'Etat – et intégration interne à la firme. La thèse articule sociologie de l'entreprise et des organisations, sociologie économique et sociologie du travail.

DOCTEURS ET DOCTEURS PAR DISCIPLINE

Le nombre de thèses soutenues en 2016-2017 est en augmentation de 23 % par rapport à l'année précédente. Le nombre de docteurs (37) est légèrement supérieur à celui des docteurs (33). La répartition des docteurs et docteurs montre que le nombre de docteurs est supérieur en histoire (5 hommes pour 3 femmes), économie (8 hommes pour 5 femmes) et sociologie (8 hommes pour 5 femmes) tandis qu'en droit le nombre est équivalent (2 + 2) et qu'en science politique le nombre de docteurs (18) est supérieur à celui des docteurs (14). Le nombre de soutenances par année d'étude montre que la médiane est située en cinquième année (18 soutenances) tandis que 16 soutenances se sont tenues en quatrième année et 14 en sixième année.

L'insertion professionnelle des docteurs et docteurs de Sciences Po (2010-2016) concerne d'abord le secteur académique : 65 % y sont actifs. Une part importante d'entre eux (35 %) irrigue aussi d'autres secteurs professionnels : secteur public (européen, national et local), organisations internationales (Banque mondiale, OCDE), think-tanks, conseil, associations, etc.

Pour accompagner les doctorantes et doctorants dans leurs projets professionnels, vers les secteurs académiques et non académiques, l'École doctorale propose de nombreuses formations :

séminaires transversaux (analyse des réseaux sociaux, réflexions sur l'international comme champs de pouvoir, professionnalisation et tutorat pour la recherche d'emploi, prise de parole en public, liens entre politique et religion, etc.), ateliers de recherche documentaire mais aussi séminaires USPC, dont ceux du Centre de formation des doctorantes et doctorants à l'insertion professionnelle (CFDIP). En 2016-2017, la formation « Autoscopie » de Sciences Po a été ouverte aux étudiants et étudiantes des établissements partenaires de l'USPC, dans le cadre du CFDIP.

L'AUTOSCOPIE – UN ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUEL

L'École doctorale propose une formation « Autoscopie » dont l'objectif est de travailler sur l'image de soi : attitudes corporelles, expressions du visage, ton de la voix, etc. Chaque doctorant présente pendant 15 minutes, devant une caméra, sa thèse, un travail de recherche, un article, ou bien est mis en situation d'entretien d'embauche, devant les animateurs de la séance et un petit groupe de doctorants. La prestation est ensuite étudiée et commentée. Quatre séances d'une demi-journée ont été organisées avec six doctorants accueillis à chaque séance. Alice Valiergue, doctorante au CSO, a bénéficié de cet accompagnement :

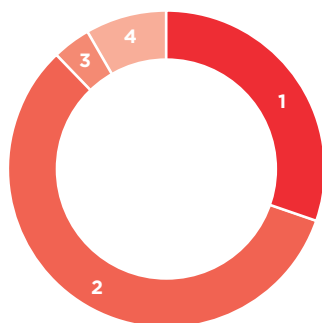
« Quand j'ai commencé ma thèse, ce n'était pas très clair pour moi que j'allais enseigner et ce n'était pas un souhait particulier de mon côté. J'avais la chance d'avoir un contrat de monitorat donc il fallait bien que je me lance. Mais le premier semestre de ma thèse, je l'ai passé à pas mal angoisser en pensant aux enseignements qui arrivaient au deuxième semestre ! Et la séance d'autoscopie a été vraiment très rassurante. Notamment parce que les retours que j'avais sur mes prises de parole étaient très positifs. Et puis j'ai eu des conseils très pratiques qui m'ont beaucoup aidée. Par exemple, je me souviens de celui consistant à se rappeler de ce qui nous plaisait chez les enseignants qu'on avait préférés dans notre vie d'élève et d'étudiant. En réfléchissant à ce qui nous plaisait dans leurs méthodes, on pouvait avoir des exemples concrets concernant l'organisation d'un cours ».

La formation initiale⁶

La participation des membres de la faculté permanente de Sciences Po aux enseignements offerts dans les différents programmes, a augmenté de 3,5 % (500 heures) entre 2015-2016 et 2016-2017. Cette augmentation concerne les niveaux Collège et Master.

Près de 675 cours ont été proposés, principalement au niveau Master. 45 % de ces cours sont dispensés en anglais.

Même si le nombre d'heures de cours dispensés dans les campus en région (Reims, Menton, Dijon, Le Havre, Poitiers et Nancy) a augmenté au cours des deux dernières années, le campus de Paris demeure le lieu privilégié des enseignements délivrés par la faculté permanente.



Nombre d'heures de cours dispensées par la faculté permanente par niveau d'étude (Sciences Po, 2016-2017)

1 - Collège 30 %

2 - Master 57 %

3 - Doctorat 4 %

4 - Autres 8 %

⁶ Les données sont fournies par la direction des études et de la scolarité, direction du pilotage central.

LES PROJETS DE RECHERCHE

Les financements européens

En 2017, sept projets européens ont été attribués (deux projets collaboratifs, un ERC *Starting Grant*, un ERC *Consolidator Grant*, un réseau européen d'excellence pour la formation innovante des doctorants et une bourse Marie Skłodowska-Curie), pour un montant total de 4 411 231 d'euros, que ce soit en tant que coordinateurs, participants principaux ou partenaires des projets.

Les taux de succès moyens dans les différents appels et instruments au niveau européen varient entre 4 % et 15 %, pendant que le taux interne à Science Po a été de 20 %.



Reinventing Democracy in Europe: Youth Doing Politics in Times of Increasing Inequalities (EURYKA), qui débute en 2017.

EURYKA est un projet de recherche collaboratif entre partenaires européens, dont le CEVIPOF, financé dans le cadre du programme action de recherche et d'innovation, du programme cadre H2020. Ce projet vise à étudier les relations entre inégalités et manières de faire de la politique parmi la population jeune ainsi qu'à proposer de nouveaux modèles et systèmes politiques en Europe, qui soient plus inclusifs s'agissant des jeunes gens. EURYKA associe des partenaires académiques et des organisations de la société civile issus de neuf pays européens (Allemagne, France, Grèce, Italie, Pologne, Espagne, Suède, Suisse et Royaume-Uni).



The Post-Crisis Legitimacy of the European Union (PLATO), *Innovative training network*, qui débute en 2017.

PLATO est un réseau de formation composé de quinze doctorants, issus de neuf institutions partenaires, dont Sciences Po (CEE) financé à hauteur de 3,9 millions d'euros, dans le cadre du programme Actions Marie Skłodowska-Curie, du programme cadre européen H2020. La crise financière qu'a connue l'Union européenne et la façon dont elle y a répondu a mis en cause sa légitimité. Comment y remédier ? Sur quelles bases reconstruire cette légitimité et comment ? Au-delà de l'enjeu de recherche que ce sujet représente, l'objectif de ce projet est aussi de former de jeunes chercheurs, à repenser la légitimité des ordres politiques et leurs crises. L'idée de ce projet est de développer une approche innovante et interdisciplinaire sur la façon dont la démocratie, le pouvoir, le droit, les économies et les sociétés se combinent et interagissent avec les institutions à différentes échelles pour asseoir la légitimité des ordres politiques contemporains.



Un projet ERC achevé en 2017 : A Political History of the Future: Knowledge Production and Future Governance 1945-2010 (FUTUREPOL).

Supervisé par Jenny Andersson (chercheuse au CEE et co-directrice du MaxPo), le projet de recherche «A Political History of the Future: Knowledge Production and Future Governance 1945-2010» a été financé par le Conseil européen de la recherche, de 2012 à 2017. Ce projet a cherché à comprendre comment le futur est devenu un objet de gouvernance. Cette recherche aboutit à plusieurs conclusions importantes pour l'histoire politique et intellectuelle contemporaine. Tout d'abord, la recherche sur le futur ou futurologie, qui s'est développée durant la période de la Guerre froide, a été le vecteur de réflexions émergentes relatives à la globalité. Les visions planétaires et d'interdépendances globales résultent de l'activité de prédiction. Futurepol a montré, à travers les outils de prédiction, comment un tournant s'est opéré de représentations d'un monde bipolaire à des représentations où les futurs sont partagés et où les points communs deviennent mondiaux. Ensuite, l'histoire intellectuelle du futurisme, retracée par Futurepol, montre que la prédiction est une activité extrêmement hétérogène qui s'appuie autant sur des formes de scientificité que sur la mobilisation active de l'imagination humaine. À travers la prédiction en matière de Guerre froide, on voit à la fois des tentatives déterministes de contrôler le monde post-Guerre froide et des tentatives d'utiliser l'idée de futur comme pont vers un monde imaginé, en paix, harmonieux et humain, au-delà de la bipolarité. Par ailleurs, Futurepol a étudié de manière approfondie la prédiction en tant que « champ indiscipliné » dans lequel des formes spécifiques d'expertise futuriste se développent. Les experts de la prédiction agissent à de hauts niveaux de gouvernance, dans les années 1970 et après, et leur expertise repose sur des formes de production de savoirs qui sont reliées au néolibéralisme, à travers, notamment, l'activité de conseil rémunéré et des think-tanks. Enfin, Futurepol a également montré comment les systèmes politiques d'après-guerre, qu'ils soient libéraux ou autoritaires, ont eu besoin de produire des formes de savoirs et des institutions qui contrôlent le futur. Les démocraties libérales comme les régimes autoritaires ont vu dans la prédiction un instrument potentiellement capable d'étendre la puissance de l'État.

Plusieurs publications découlent de cette recherche, en particulier : Andersson, Jenny (2012), «The Great Future Debate and the Struggle for the World», *The American Historical Review*, vol. 117 (5), pp. 1411-1430 ; Andersson, Jenny et Rindzeviciute, Egle (Eds.) (2015), *The Struggle for the Long-Term in Transnational Science and Politics: forging the Future*, London & New York: Routledge ; Andersson, Jenny (2018), *The future of the world. Futurology, futurists and the struggle for the post Cold War imagination*, Oxford University Press ; Rindzeviciute, Egle (2016), *The Power of Systems: How Policy Sciences Opened Up the Cold War World*, Cornell University Press ; Sommer, Vitezslav (2016), «Scientists of the world, unite! Radovan Richta's theory of a Scientific and Technological Revolution», in eds. Aronova Elena, *Science Studies during the Cold War and beyond. Paradigms defected, Palgrave /Studies in the History of Science and Technology*, Palgrave, 2016, p. 177-205.

Les financements de l'Agence nationale de la recherche

En 2017, huit projets déposés par des membres de Sciences Po ont été retenus dans le cadre des différents appels gérés par l'Agence nationale de la recherche. Pour les appels dits « génériques », le taux de succès est de 39 % (contre 13,3 % pour la moyenne à l'échelle nationale).



Un projet ANR qui débute en 2017 : «Modeling Offline and Online News: Micro-Level Data and Structural ESTimation of INformation Production and Consumption».

Porté par Julia Cagé (Département d'économie), en partenariat avec l'Institut national de l'audiovisuel (INA), ce projet vise une meilleure compréhension des déterminants de la production et de la consommation d'information. Il utilise une approche interdisciplinaire à l'intersection entre l'économie et l'informatique et repose sur une base de données unique combinant l'ensemble des contenus produits en ligne et hors ligne par les médias d'information (journaux, télévision, radio, pure players et AFP) de 2013 à 2017. Des algorithmes seront développés pour analyser ces données puis les combiner avec des données détaillées de coûts de production et d'audience désagrégées. Ces données seront utilisées pour estimer un modèle structurel du marché des médias. La qualité de l'information sera mesurée à partir de son originalité, c'est-à-dire la part de son contenu qui est original plutôt que copié-collé. L'objectif central de l'estimation structurelle est de permettre de mieux comprendre si les médias qui produisent de l'information originale en sont récompensés, et quels sont les dispositifs légaux et institutionnels qui peuvent influencer leurs comportements. Cette recherche permettra de fournir des éléments sur la façon dont l'information est consommée et produite et de les faire connaître aux professionnels des médias qui s'interrogent sur leur modèle économique, aux régulateurs, et plus généralement à l'ensemble des citoyens préoccupés par la qualité du débat démocratique.



Un projet ANR achevé en 2017 : The Political Representation of Citizens of Immigrant Origin in Seven European Democracies (PATHWAYS).

PATHWAYS est un projet de recherche comparatif, fondé sur une coopération internationale entre des chercheurs allemands, britanniques, français et néerlandais, qui vise à mieux connaître la représentation politique, au niveau national et local, des citoyens issus de l'immigration dans les enceintes parlementaires de sept pays européens depuis 1990 (Allemagne, France, Grande-Bretagne, Grèce, Espagne, Italie et Pays-Bas). Cette recherche, coordonnée en France par Manlio Cinalli (CEVIPOF) analyse les facteurs facilitants l'élection des citoyens d'origine immigrée et contribue au débat académique, politique et public sur leur représentation. Elle examine également l'impact des systèmes électoraux et des institutions politiques sur la capacité des citoyens d'origine immigrée à se mobiliser et à obtenir des mandats électifs. Les variables considérées incluent parmi d'autres, l'âge des députés, leur sexe, leur origine nationale, leur carrière et leur parcours politique. De plus, des données ont été collectées sur l'organisation de la représentation politique de chaque pays et sur l'influence des mobilisations pro et anti-migrants. S'agissant de la France, les résultats obtenus montrent que les citoyens français d'origine immigrée sont sous-représentés à l'Assemblée nationale, quelle que soit la législature depuis 1993, même si les citoyens français d'origine européenne sont mieux représentés que les autres, d'origine non-européenne ; que la seconde génération de citoyens d'origine immigrée atteint un plus haut degré d'intégration politique que ses parents ; que la représentation des femmes citoyennes d'origine immigrée suit une évolution similaire à celle des femmes françaises ; que le nombre de parlementaires d'origine immigrée maghrébine est très réduit bien que les Maghrébins constituent le premier groupe d'immigrants en France ; que la grande majorité des parlementaires citoyens d'origine immigrée sont élus sur des circonscriptions proches de la capitale et dans les régions frontalières et que le passage d'un mandat local à un mandat national est aussi important pour les citoyens d'origine immigrée que pour les autres.

Plusieurs publications ont été produites parmi lesquelles : Cinalli M. (2017), *Citizenship and the Political Integration of Muslims: The Relational Field of French Islam*, Palgrave: Basingstoke ; Chabanet D. (2017), « Pourquoi les émeutiers s'en prennent-ils aux services publics ? », in *Revue française d'administration publique*, 163, pp. 631-644. ; Chabanet D. (2015), «The French Republic "One and Indivisible" Challenge to the Suburbs: The Turning Point of the 1980s», in *A European youth revolt 1980/81? Andresen Knud and van der Steen Bart eds. Basingstoke and New York: Palgrave Macmillan*, pp. 172-185. ; Chabanet D., Cinalli M., Sanhueza C. et van Hauwaert S., *The Representation of Citizens of Immigrant Origin in France*, Oxford: Oxford University Press (à paraître en 2018).

Les autres financements

De nombreux projets de recherche actuellement en cours à Sciences Po sont soutenus par d'autres instances de financement, qu'elles soient publiques (comme la Ville de Paris ou les ministères en charge de la santé, de la culture, des affaires étrangères, de la défense) ou privées (comme le Fonds Axa pour la recherche ou la Fondation de France).



Chinois de France : identifications et identités en mutation.

Ce projet piloté par Hélène Le Bail, chercheuse au CERI, et retenu en 2017 dans le cadre du programme Emergence(s) de la Ville de Paris, rassemble au CERI une équipe de jeunes chercheuses et chercheurs et de doctorantes et doctorants qui depuis quelques années ont engagé des enquêtes qualitatives diversifiées auprès des migrants chinois et de leurs descendants. Elles mêlent science politique, sociologie et anthropologie et permettront de combler le manque de recherches sur ce groupe minoritaire.

Depuis 2010 et une première manifestation à Belleville, les populations chinoises et d'origine chinoise en France cherchent leur place, leurs mots, leur identité dans le paysage social et politique. Partant du constat d'une visibilité croissante et d'une transformation des formes de mobilisation, des discours et des attentes, ce projet propose une analyse croisée des processus d'identification endogènes et exogènes émergents. Il questionne le tournant générationnel en cours au sein des populations chinoises, ainsi que l'impact des pratiques transnationales sur leur identité citoyenne. Il s'intéresse également aux formes de coopération avec le monde politique et associatif, en particulier autour des questions de discrimination.



Le déploiement de la politique publique d'affichage environnemental. Analyse des modes d'intervention publique sur l'économie par l'information aux consommateurs (PolConso).

Ce projet, financé par le LIEPP à partir de juillet 2017 jusqu'en octobre 2019, associe Marie-Emmanuelle Chessel, Jeanne Lazarus, Sophie Dubuisson-Quellier (CSO), Charlotte Halpern (CEE) et Alain Chatriot (CHSP). Cette recherche analyse la mise en œuvre de la politique d'affichage environnemental lancée en mars 2017. Il s'agit d'interroger les spécificités de cette politique qui est caractéristique des évolutions contemporaines des politiques de régulation de l'économie et repose sur une coordination fine et potentiellement conflictuelle des intérêts des acteurs économiques. Mais elle témoigne aussi d'une continuité avec les politiques publiques de régulation économique, qui utilisent des instruments d'information à destination du consommateur pour orienter les décisions des entreprises. Il s'agit de mieux comprendre comment de telles politiques sont conçues, comment elles organisent la concertation entre les intérêts économiques, sur quel type d'instrumentation elles s'appuient et quelles sont leurs capacités de contrainte.



UNE RECHERCHE TOURNÉE VERS L'INTERNATIONAL

Tous les membres de la communauté scientifique de Sciences Po sont très largement impliqués dans des relations et des partenariats de recherche à l'étranger. Parallèlement, Sciences Po développe une politique institutionnelle qui vise à susciter de nouvelles coopérations scientifiques et qui est ciblée sur un petit nombre d'institutions.

DES PARTENARIATS INSTITUTIONNELS TRÈS ACTIFS

Ces partenariats institutionnels financent de la mobilité de longue durée (plus de deux mois), des projets de recherche communs ou des échanges doctoraux.

La Chaire Vincent Wright lancée en 2013, permet d'accueillir chaque année un ou une universitaire britannique pour six mois. Depuis 2017 et grâce à un financement complémentaire de la Fondation Thyssen, **la Chaire Alfred Grosser**, fondée en 1993, est occupée par deux universitaires allemands ou allemandes pendant un an au lieu de six mois.

Le programme Alliance, qui rassemble l'École polytechnique, l'université Panthéon Sorbonne et Sciences Po dans une coopération approfondie avec l'université de Columbia à New York, joue un rôle central dans la politique internationale de Sciences Po car il permet de financer des projets de recherche communs, des projets doctoraux et de la mobilité académique et doctorale.

Le programme OxPo lie Sciences Po et l'université d'Oxford depuis 2006, pour amorcer le financement de projets de recherche entre les deux institutions ou des échanges au niveau doctoral.

Des programmes de financement de nouvelles collaborations scientifiques lient Sciences Po et l'université de Princeton, et, dans le cadre d'USPC, Sciences Po a développé des projets de recherche avec la *National University of Singapore*.

Plusieurs programmes ciblent spécifiquement la communauté doctorante et proposent des **doubles-diplômes de niveau doctoral**. Ainsi, le programme Columbia-Sciences Po offre aux doctorants et doctorantes inscrits en science politique la possibilité d'intégrer le programme de PhD des deux universités partenaires. Des partenariats en sociologie permettent à la communauté doctorale de Sciences Po qui relève de cette discipline d'intégrer le programme doctoral de Northwestern University ou bien celui qui lie Sciences Po et l'université de Cologne.

En 2017, six doctorants sont en double diplôme : deux dans le cadre du programme Columbia-Sciences Po, un dans le cadre du programme Sciences Po International Max Planck Research School-Université de Cologne et trois dans celui avec Northwestern University.

Sciences Po offre également de nombreux programmes de mobilité doctorale avec des universités américaines (Harvard, Tufts, Yale, Princeton, Columbia, Chicago, Northwestern, Berkeley), des universités chinoises comme celle de Tsinghua à Pékin dans le cadre du programme Cai Yuanpei, et des établissements partenaires du *Consortium PhD Mobility Scheme*, entre la London School of Economics and Political Science, la Lee Kuan Yew School of Public Policy (National University of Singapore), Columbia (SIPA) et Sciences Po.

DEUX NOUVEAUX PARTENARIATS ET UN RENOUVELLEMENT EN 2017

Berkeley-Matrix

Sciences Po et l'université de Californie à Berkeley ont initié une collaboration pour soutenir de nouveaux projets de recherche innovants et transdisciplinaires en sciences humaines et sociales. Le partenariat revêt la forme d'un nouvel appel à propositions annuel, associant des chercheuses et chercheurs de Sciences Po et du centre Social Science Matrix. Les projets déposés doivent traiter de thématiques portant sur les défis du monde contemporain et/ou avoir un potentiel d'impact significatif en termes de résultats de recherche et en termes de collaborations entre les deux institutions.

Une collaboration renforcée avec Cambridge dans un contexte post-Brexit

L'université de Cambridge et Sciences Po ont décidé de resserrer leur collaboration en signant un nouvel accord-cadre de coopération le 24 novembre 2017, qui ambitionne de développer des projets de recherche communs dans le domaine des sciences sociales, en particulier en science politique, histoire et politiques publiques. Conclu pour une période initiale de trois ans, l'accord prévoit le financement conjoint de séminaires et conférences, de bourses de mobilité pour les chercheurs et chercheuses et d'échanges académiques et universitaires entre Cambridge et Sciences Po. Le partenariat concerne aussi la formation avec le renforcement des échanges au niveau bachelor et l'accès pour les post-doctorants de l'université de Cambridge au programme de «teaching fellows» sur les campus de Sciences Po à Reims, Menton et Le Havre.

La coopération Colegio de Mexico Sciences Po renouvelée en 2017

Nouée en 2010, cette coopération prévoit initialement un appel à projets de recherche conjoint et des invitations réciproques de professeurs. En 2017, cette coopération est renouvelée sur le fondement d'un partenariat recentré sur des projets de recherche collaboratifs et des appels qui seront lancés tous les deux ans. Il s'agit de soutenir les projets émergents ou en phase de conclusion, débouchant sur des publications pouvant être valorisées conjointement.

DES PARTENARIATS QUI DONNENT LE JOUR À DE NOUVELLES STRUCTURES

Les unités de recherche et les équipes scientifiques de Sciences Po développent aussi de nombreuses collaborations avec des établissements d'enseignement supérieur et de recherche dans le monde entier. Ces collaborations prennent la forme de programmes plus formalisés.

Sciences Po et le Max Planck Institut für Gesellschaftsforschung de Cologne (MPIfG) renouvellent le MaxPo

Sciences Po et le *Max Planck Institut für Gesellschaftsforschung* de Cologne (MPIfG) ont développé des coopérations institutionnalisées depuis une quinzaine d'années. Elles ont tout d'abord pris la forme d'échanges de chercheurs ou de doctorants entre les laboratoires de Sciences Po (notamment le CEE et le CSO). Progressivement d'autres activités ont vu le jour : une *summer school* annuelle, un programme doctoral en co-tutelle, des séminaires permettant aux chercheurs des deux institutions de se rencontrer et de partager leurs connaissances et leurs résultats, des enseignements portant sur la sociologie économique ou la sociologie des organisations, offerts aux doctorants... Cette coopération étroite a suscité l'intérêt de la société Max Planck qui a soutenu le projet de création du centre franco-allemand MaxPo (*Max Planck Sciences Po Center on Coping with Instability in Market Societies*), hébergé à Sciences Po. Cette coopération est particulière en raison de la forme très intégrée qu'elle adopte puisque les deux institutions cofinancent à parts égales ce centre de recherche.

Un Laboratoire International associé sur la Sociologie des élus nationaux et régionaux du Raj à l'Union Indienne contemporaine

Avec ce projet piloté par Christophe Jaffrelot, le CERI se trouve impliqué pour la première fois dans un Laboratoire International Associé (LIA)⁷. Portant sur les caractéristiques politiques et socio-économiques des élus indiens depuis l'époque coloniale, le projet s'intéresse à l'ensemble des élus nationaux et régionaux, depuis les premières élections organisées au sein du Raj après les réformes de 1919 jusqu'à nos jours, ainsi que sur les candidats des principaux partis. Il implique la combinaison d'approches qualitatives et quantitatives, essentielles pour définir les catégories d'analyse pertinentes et pour traiter les données collectées.

⁷ « Laboratoire sans murs », un LIA associe des équipes d'un centre de recherche affilié au CNRS et d'un établissement étranger, qui mettent en commun leurs ressources pour réaliser ensemble un programme scientifique.

Le projet associe quatre partenaires. En France, il bénéficie de l'effet structurant des collaborations anciennes du CDSP et du CERI, deux unités qui travaillent avec les équipes du partenaire indien, l'université Ashoka. Les équipes françaises et indiennes jouissent d'une rare complémentarité dans la collecte des données (une spécialité de l'université Ashoka), leur traitement (une spécialité du CDSP) et leur interprétation (un point fort du CERI, du Centre Emile Durkheim de Sciences Po Bordeaux et de l'université Ashoka). Autour du porteur du projet, Christophe Jaffrelot, l'équipe scientifique comprend Anne-Sophie Cousteaux et Geneviève Michaud du CDSP, Virginie Dutoya (Centre Emile Durkheim), ainsi que Rajkamal Singh et Gilles Verniers (Université Ashoka). Le projet est prévu sur quatre ans, de 2017 à 2020.

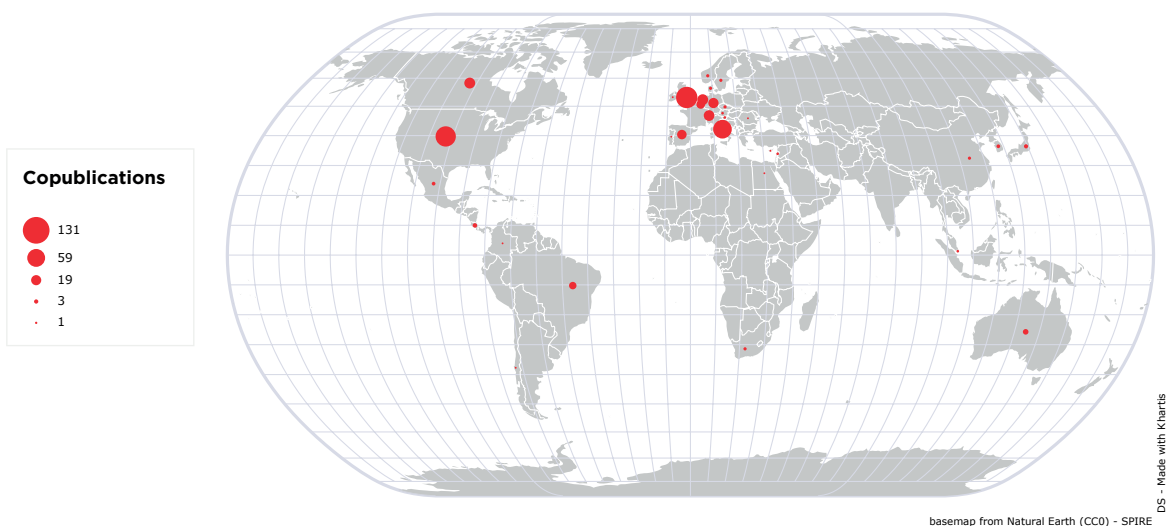
Les résultats attendus de ce travail sont de plusieurs ordres :

- constitution d'une base de données de référence à laquelle les chercheurs internationaux auront accès ;
- analyse du profil sociologique des élus indiens et de son évolution du point de vue des variables classiques (genre, âge, profession, niveau d'études, patrimoine, etc.), mais aussi du point de vue de la caste, de la tribu et de la religion (dont l'identification nécessite souvent un travail de terrain) ;
- étude du phénomène dynastique, certaines circonscriptions étant dominées par les mêmes familles sur plusieurs générations ; examen des poursuites judiciaires dont les élus font l'objet.

LES COPUBLICATIONS

La part des publications des membres de la communauté scientifique de Sciences Po co-écrites avec des auteurs d'universités étrangères (issues de l'Union européenne ou hors Union européenne) est en constante augmentation depuis 2011. En sciences sociales, elles représentent plus de 52 % des publications sur la période 2014-2016 (+6 % par rapport à 2011-2013). En sciences humaines, elles représentent près de 32 % des publications sur la même période (+ 8 % par rapport à 2011-2013). De manière constante, les copublications sont plus importantes avec des établissements situés au sein de l'Union européenne⁸. La répartition mondiale des copublications⁹ sur la période, 2015-2017, montre que plus de la moitié d'entre elles sont concentrées dans trois pays : Royaume-Uni, États-Unis et Italie.

Répartition des copublications - Sciences Po 2015/2017

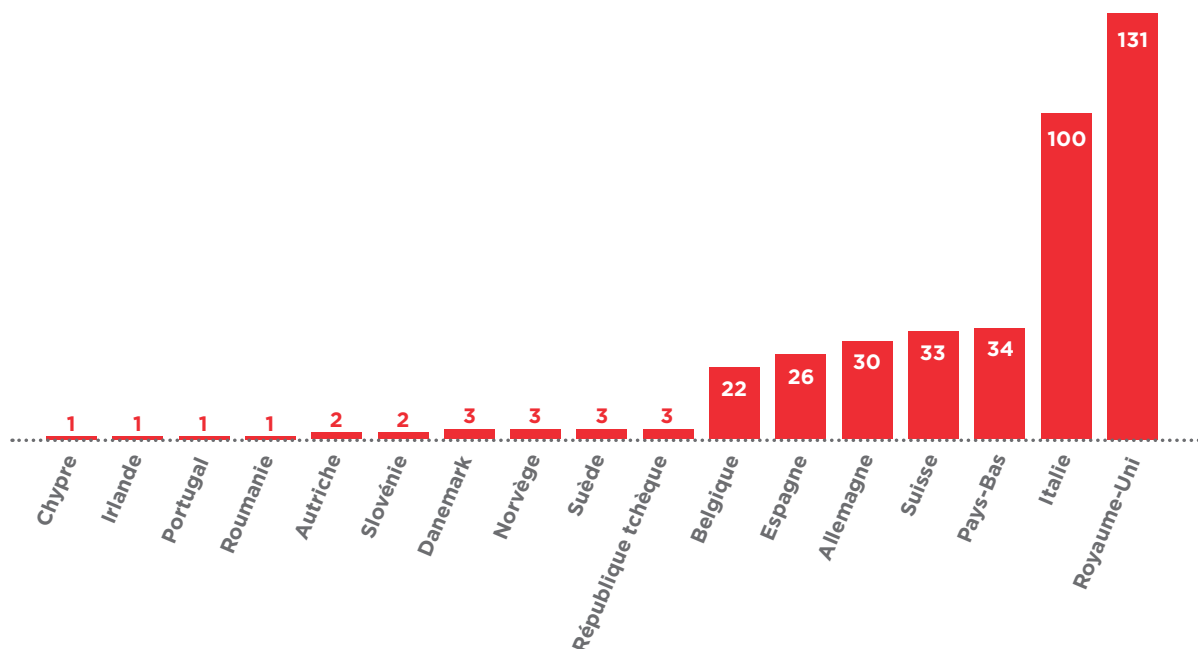


La répartition des copublications par pays situés en Europe montre deux groupes de pays avec lesquels elles sont réalisées : Royaume-Uni et Italie, d'une part, et Pays-Bas, Suisse, Allemagne, Espagne et Belgique, d'autre part.

⁸ Source : Observatoire des Sciences et Techniques, Rapport sur les publications scientifiques de l'Institut d'Études Politiques de Paris, 2011-2016, septembre 2017 (Rapport paru dans le cadre du Projet IPERU, enquête annuelle 2017 produisant des indicateurs de la production scientifique des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, mesurés à partir des publications de l'année 2016, publiées dans le WoS).

⁹ Source : SPIRE. Toutes les types de publications sont pris en compte dans le comptage des copublications réalisé par SPIRE : articles, livres, chapitres, working papers, contributions à des sites Web, etc.

Copublications par pays européen (2015-2017)



La répartition des copublications par établissement montre que, sur la période 2015-2017, la communauté scientifique de Sciences Po coécrit beaucoup avec huit établissements en particulier (plus de 10 copublications avec chacun de ces établissements). Ces huit institutions sont toutes situées en Europe dans quatre pays : Royaume-Uni qui concentre cinq d'entre elles¹⁰, Italie¹¹, Pays-Bas¹² et Suisse¹³. Le premier établissement non européen avec lequel il y a le plus de copublications est l'université d'Harvard (neuf copublications sur la période 2015-2017).

¹⁰ Par ordre décroissant de copublications : University of Sheffield, University of Southampton, University of Oxford, LSE et University College of London.

¹¹ Scuola Superiore Sant'Anna.

¹² Université d'Amsterdam.

¹³ Université de Lausanne.

SCIENCES PO S'INVESTIT DANS LE PROGRAMME PAUSE

En 2017, la communauté scientifique de Sciences Po, par la voix de son conseil scientifique, a protesté contre la situation réservée aux universitaires en Turquie, victimes pour un très grand nombre d'entre eux de la répression du pouvoir et empêchés d'exercer leurs activités d'enseignement et de recherche dans des conditions normales, et a manifesté sa solidarité avec eux en participant, aux côtés de la direction de Sciences Po, au programme national d'accueil d'urgence de scientifiques en danger, le programme **PAUSE** (Programme national d'aide à l'Accueil en Urgence des Scientifiques en Exil).

Le conseil scientifique de Sciences Po a également voté une motion pour affirmer son soutien aux dirigeants, enseignants et étudiants de l'université européenne de Saint-Pétersbourg, menacée de fermeture. Depuis plus de deux décennies, Sciences Po développe des relations étroites avec cette institution, dont les travaux sont internationalement reconnus.

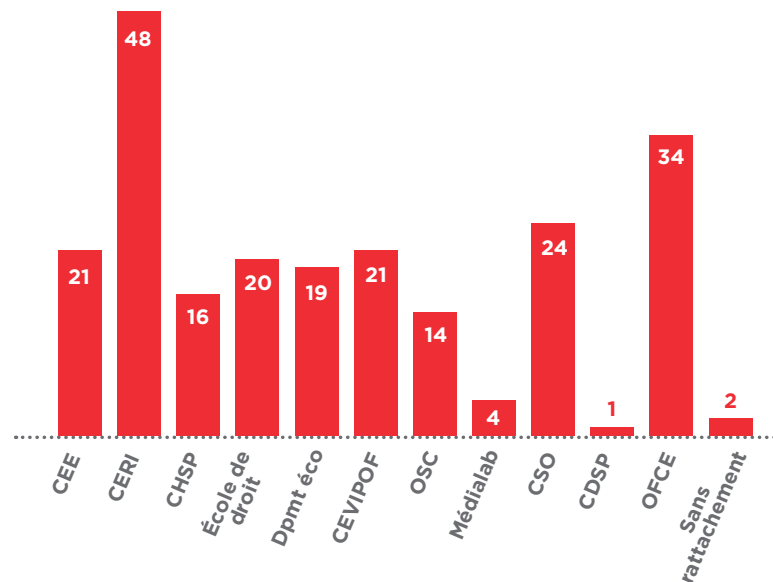


QUEL DÉVELOPPEMENT DE LA FACULTÉ PERMANENTE ET DES UNITÉS DE RECHERCHE DE SCIENCES PO EN 2017 ?

DES UNITÉS DE RECHERCHE ET DES DÉPARTEMENTS

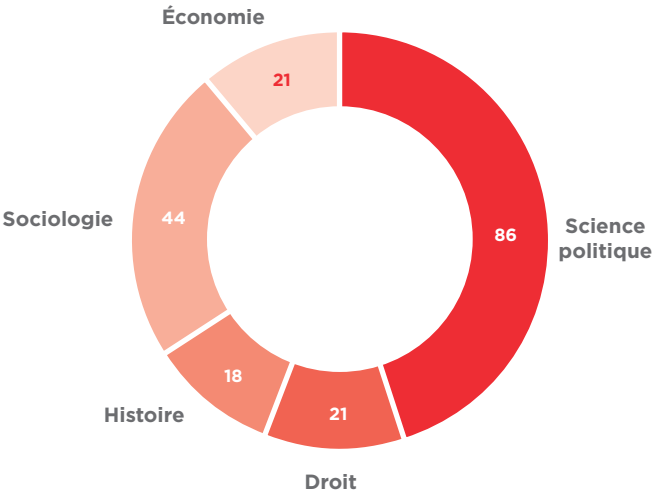
La recherche à Sciences Po se développe au sein de onze centres de recherche (six UMR, une UMS, trois équipes d'accueil et l'OFCE) et de deux programmes transversaux, le LIEPP (labex centré sur l'évaluation interdisciplinaire des politiques publiques) et le MaxPo (fruit d'une coopération internationale entre la Société Max Planck et Sciences Po). La quasi-totalité des membres de la faculté permanente sont rattachés à une unité de recherche.

Répartition de la faculté permanente
par unité de recherche
(Sciences Po, 2017)



Chacun des centres a choisi un rattachement principal à l'une des cinq disciplines les plus représentées à Sciences Po qui sont constituées en départements : le droit, l'économie, l'histoire, la science politique et la sociologie.

Les membres de la faculté permanente de Sciences Po choisissent aussi un rattachement principal à un département, qui n'est pas nécessairement le même que celui de leur centre. Ils ont ainsi une double appartenance : leur centre de recherche qui est aussi leur lieu de travail quotidien et un département, en charge de la formation, des grandes orientations de la discipline et de la répartition des enseignements. Quatre membres de la faculté permanente en science politique sont également rattachés à un second département (sociologie ou histoire).



Répartition de la faculté permanente par département (Sciences Po, 2017)

- Science politique **45 %**
- Droit **11 %**
- Histoire **10 %**
- Sociologie **23 %**
- Économie **11 %**

Hors OFCE dont les membres ne sont pas rattachés à un département.

LES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ ACADÉMIQUE DE SCIENCES PO EN 2017

Diversité des tutelles et convergence des missions

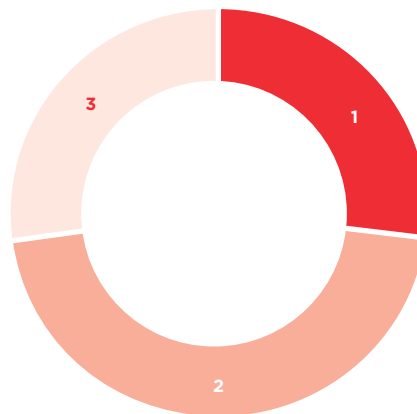
Au 31 décembre 2017, la faculté permanente de Sciences Po comptait 224 personnes. La communauté académique de Sciences Po relève de trois tutelles, FNSP, CNRS et MESR. Ceux qui appartiennent à la FNSP sont employés sur des contrats privés tandis que ceux qui relèvent du CNRS et du MESR occupent des emplois publics en tant que fonctionnaires. Les membres de la faculté permanente de statut FNSP représentent près de la moitié (46 %) tandis que les académiques de statut public se répartissent à parts équivalentes entre chercheurs et chercheurs du CNRS et professeurs, professeurs et maîtres de conférences des universités, relevant du ministère en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESR).

Répartition de la faculté permanente par tutelle (Sciences Po, 2017)

1 - MESR (60) 27 %

2 - FNSP (104) 46 %

3 - CNRS (60) 27 %



En 2017, la communauté scientifique au sens large comprenait également 325 doctorantes et doctorants, 31 assistantes et assistants de recherche, 26 post-doctorantes et post-doctorants et 8 PRAG actifs au sein des unités de recherche.

Dans le cadre de la politique de convergence entre les missions, les membres de la faculté permanente sont de plus en plus nombreux à concilier enseignement et recherche et donc à contribuer aux formations délivrées à Sciences Po. Ainsi, les personnels de statut FNSP sont depuis 2014 assimilés aux enseignants-chercheurs de statut public. La carrière des personnels FNSP recrutés après 2009, appelés chercheurs-enseignants, obéit à un système de *tenure track* : leur titularisation intervient après un processus très exigeant d'obtention de la *tenure*.



La politique de convergence engagée par Sciences Po en 2012 – Quelques chiffres

Les chercheuses et chercheurs CNRS et FNSP sont encouragés à enseigner à tous les niveaux (du collège au doctorat) grâce à des primes d'incitation à l'enseignement. Depuis la mise en place de cette politique en 2012, **24** primes ont été attribuées dont **18** à des chercheuses et chercheurs CNRS. Deux nouvelles primes ont été accordées en 2017. Il est aussi possible à un chercheur ou une chercheuse FNSP de demander à devenir chercheur-enseignant ou chercheuse-enseignante mais il n'y a eu aucun changement de statut en 2017.

Les rangs A en nette majorité

La répartition des membres de la faculté permanente par rang montre une forte majorité de rangs A - 73 % - par rapport aux rangs B - 27 %. Ainsi, les professeures et professeurs d'université forment plus de 95 % de la population académique relevant du MESR tandis que les personnels CNRS et FNSP comptent deux tiers de rangs A.

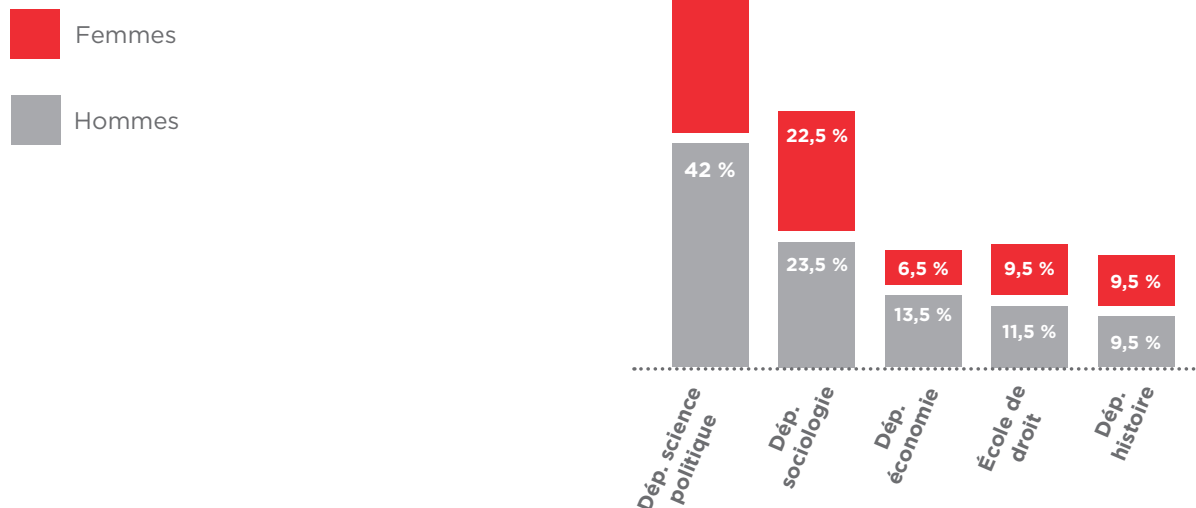
UNE LENTE FÉMINISATION

La faculté permanente reste peu féminisée en particulier parmi les grades les plus élevés. En 2017, les femmes représentent moins d'un tiers de l'effectif total, la science politique étant la discipline la plus féminisée, avec plus de 37 % de femmes en 2017, tandis que le département d'économie n'en compte que 19 %.

La répartition genrée des rattachements disciplinaires montre des disparités importantes dans deux disciplines : science politique et économie¹⁴. Ainsi, près de 52 % des femmes de la faculté permanente sont rattachées au département de science politique. C'est presque 10 % de plus que les hommes. Et en économie, près de 6,5 % des femmes sont rattachées à cette discipline. C'est la moitié moins que les hommes.

En droit, l'écart de répartition entre les femmes et les hommes est moins marqué. Enfin, la répartition est équilibrée en sociologie et en histoire.

Répartition genrée des rattachements disciplinaires de la faculté permanente (Sciences Po, 2017)



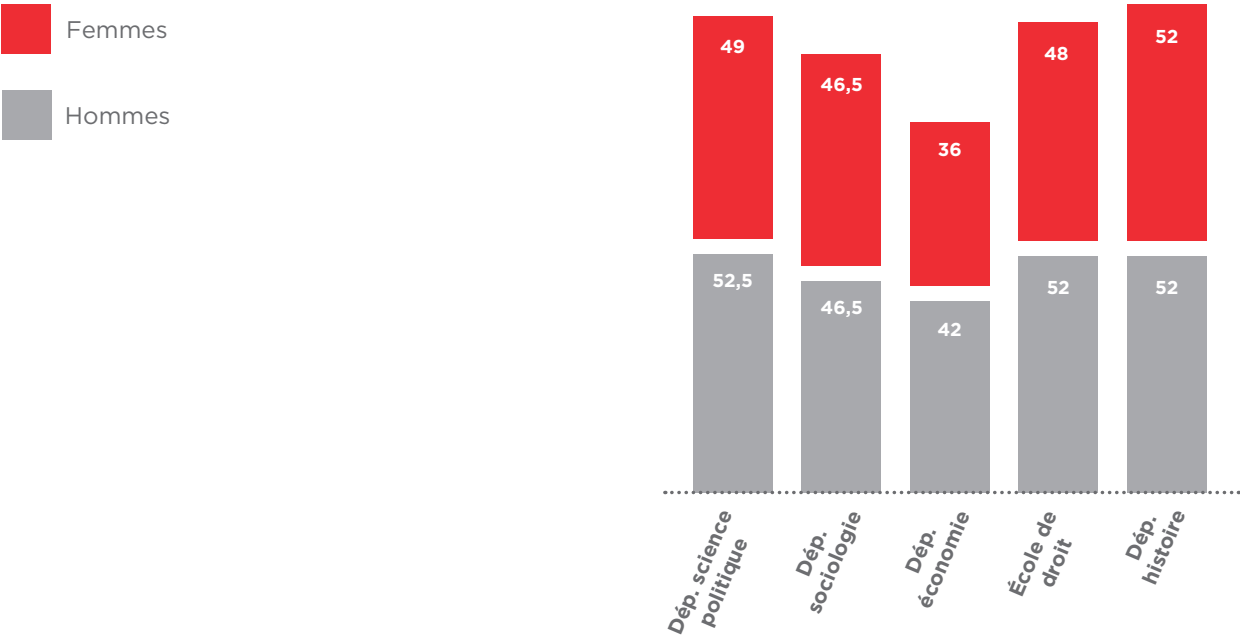
¹⁴ Les pourcentages sont calculés sur la base de la faculté permanente rattachée aux départements disciplinaires de Sciences Po, soit 190 personnes au 31 décembre 2017.

Au sein de la faculté permanente, la moyenne d'âge des femmes et des hommes est quasiment équivalente : environ 49 ans chez les femmes et 50 ans chez les hommes mais cela masque des différences selon les disciplines de rattachement. Ainsi, en économie la moyenne d'âge globale est particulièrement basse, à 41 ans, mais elle diffère selon le genre : 42 ans pour les hommes et moins de 36 ans pour les femmes.

En droit et en science politique la moyenne d'âge globale est plus élevée de 10 ans mais les écarts entre les femmes et les hommes sont moins marqués.

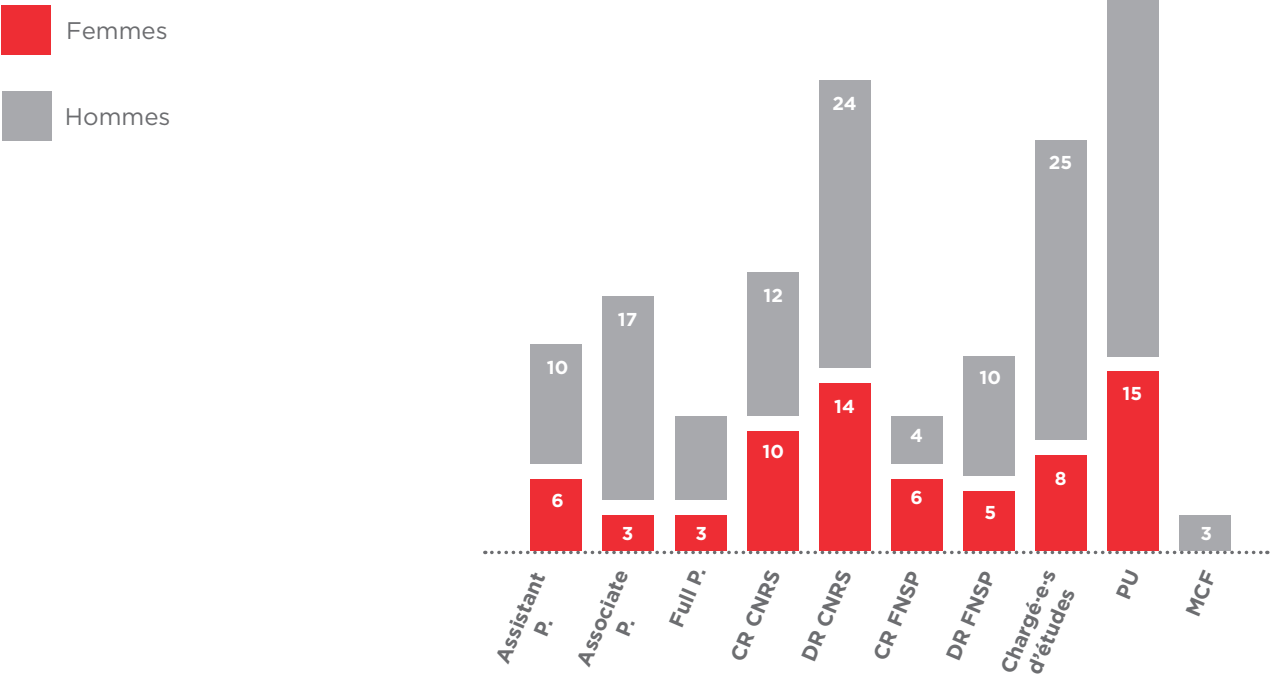
En sociologie et en histoire, la moyenne d'âge globale est assez proche de celles des deux disciplines précédentes mais surtout, elle est identique chez les hommes et les femmes : 46 ans et demi en sociologie et 52 ans en histoire.

**Moyenne d'âge des femmes et des hommes,
par discipline (Sciences Po, 2017)**



Les femmes sont beaucoup moins nombreuses que les hommes au sein des grades de rang A. Elles ne représentent que 28,5 % des rangs A et 43 % des rangs B. A titre de comparaison, les femmes et les hommes sont à quasi parité en doctorat en 2017 et 47 % des nouveaux docteurs de Sciences Po en 2017 sont des femmes.

**Répartition de la faculté permanente
par grade (Sciences Po, 2017)**



Le pourcentage de femmes parmi les rangs A est meilleur en science politique (plus de 32 %), la discipline où elles sont les plus nombreuses, ainsi qu'en histoire (37,5 %) et en sociologie (32 %).

Des études réalisées à partir de la production d'indicateurs genrés, relatifs à la composition de la faculté permanente, ont été engagées en 2017 afin de définir des actions concrètes visant à accélérer la féminisation de la communauté académique de Sciences Po.

LES NOUVEAUX RECRUTEMENTS DE 2017

SCIENCES PO A ACCUEILLI 10 NOUVEAUX MEMBRES DE LA FACULTÉ PERMANENTE EN 2017

- **1 juriste, Jean d'Aspremont** consacre ses travaux - tant théoriques qu'empiriques - à l'analyse du droit international public, et en particulier aux questions relatives aux organisations internationales, aux sources du droit international, à la responsabilité de l'État, aux fondements du droit et à la méthodologie. Il a été Conseil devant la Cour internationale de Justice et a par ailleurs créé le Manchester International Law Centre.
- **2 économistes, Ghazala Azmat**, spécialisée en microéconomie appliquée et empirique. Elle consacre tout particulièrement ses travaux aux questions relatives à la concurrence, aux incitations économiques et aux structures organisationnelles, ainsi qu'à l'économie du travail, l'éducation et l'économie publique ; **Jeanne Hagenbach** : ses recherches sont consacrées aux modèles de communication dans la théorie des jeux. Elle cherche à comprendre dans quelles situations stratégiques, l'information détenue par des agents économiques est réellement relayée.
- **5 politistes, Eberhard Kienle** étudie les dimensions politiques et économiques des sociétés du Moyen-Orient. Ses travaux portent sur la transformation des régimes politiques et des États dans cette région et sur les bouleversements qu'elle connaît depuis les printemps arabes ; **Stéphanie Latte Abdallah** a développé des recherches sur le genre et les féminismes dans les sociétés arabes, dont le féminisme islamique. Plus récemment, elle s'est penchée sur la question des frontières dans les espaces israélo-palestiniens, le milieu carcéral en Israël-Palestine et les mobilisations citoyennes et alternatives ; **Annabelle Lever** : ses recherches se situent à l'intersection de la philosophie politique contemporaine et de l'éthique. Elles portent principalement sur les politiques publiques mais aussi sur des questions relatives à la vie privée, l'égalité entre les sexes, la démocratie et la sécurité, leur appréhension et leur combinaison. Enfin, elle développe une réflexion approfondie sur l'éthique du vote ; **Laura Morales**, dans une démarche comparatiste, étudie la vie politique, les partis et l'opinion publique. Elle conduit également des recherches sur les politiques d'immigration. Dans le cadre d'un projet financé par le Conseil européen de la recherche (ERC), elle entreprend à présent

des travaux sur la réactivité des gouvernements face aux modes d'expression mobilisés dans les démocraties ; **Matthias Thiemann** consacre ses recherches à la régulation du système bancaire et des marchés financiers en s'intéressant notamment aux interactions entre régulation, régulateurs et régulés. Un autre axe majeur de ses recherches porte sur l'étude des risques systémiques, tels que l'emblématique crise des subprimes de 2008.

- **2 sociologues, Anne-Laure Beaussier**, ses recherches, orientées sur la comparaison internationale et basées sur des méthodologies qualitatives, portent sur la régulation des risques en Europe et sur les politiques de santé aux États-Unis et en Europe. Elle travaille notamment sur la protection maladie aux États-Unis, l'accès aux soins, la régulation de la qualité des soins médicaux en Europe ; **Jean-Philippe Cointet** développe des méthodes d'analyse textuelle pour les sciences sociales. De par leur caractère méthodologique, ses questions de recherche l'amènent à travailler sur des terrains empiriques variés : entre autres, presse, communautés scientifiques, réseaux sociaux, commentaires en ligne, discours politiques.

GARANTIR UN ACCOMPAGNEMENT DE LA RECHERCHE DE QUALITÉ ET ADAPTÉ AUX ENJEUX ACTUELS

Des personnels d'accompagnement (ingénieurs et ingénieures de recherche, personnels administratifs, chargés et chargées de communication, gestionnaire, etc.) s'attachent à mettre en œuvre la politique scientifique de leurs unités de recherche et veillent à garantir d'excellentes conditions de travail aux membres de la communauté scientifique. En 2017, ils ont pleinement contribué à la préparation des unités de recherche à l'évaluation par le HCERES.

Dans le cadre de leur travail, ils ont également eu à tenir compte de nouveaux outils numériques, déployés en 2017, parmi lesquels le système d'information de la recherche ISARI qui vise à permettre, aux unités comme à la direction scientifique de Sciences Po, de disposer des données nécessaires à un suivi global des activités de recherche conduites par la communauté scientifique de Sciences Po.

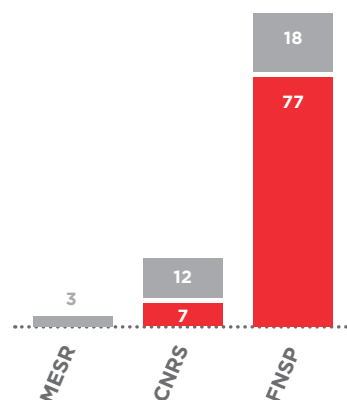
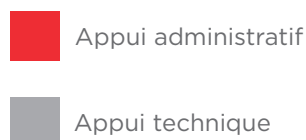


Les personnels d'accompagnement à la recherche – Quelques chiffres

Le nombre de personnels d'accompagnement de la recherche, en CDI, COD ou emploi public, est de 117 au 31 décembre 2017. **81 %** sont des salariés de la FNSP et **19 %** sont des fonctionnaires, dont **16 %** du CNRS et **3 %** du MESR. Le CNRS contribue au bon fonctionnement des unités de recherche de Sciences Po : trois personnels d'accompagnement à la recherche relevant du CNRS sont arrivés en 2017.

Il y a une forte féminisation des personnels d'accompagnement à la recherche puisque les femmes représentent **62,5 %** de cette population. La plupart des personnels féminins sont des cadres Sciences Po et des ingénieures d'étude et de recherche (**près de 75 %** au total).

Effectifs administratif et technique par tutelle (Sciences Po, hors DS, 2017)



LES RESSOURCES FINANCIÈRES

En 2017 le budget global de Sciences Po a augmenté de 7,5 %. Cette année encore, l'institution a consacré un tiers de son budget à la recherche au profit des centres et de la formation doctorale (32 % en prenant en compte les rémunérations des personnels de statuts CNRS et MESR). Ce qui confirme le maintien de l'engagement de l'institution envers les équipes de recherche, que ce soit en matière de recrutement académique ou de moyens pour les centres.

L'année 2017 a vu également une forte implication des unités de recherche dans leur participation aux programmes de financements scientifiques nationaux et internationaux. Ainsi, 16 % du budget de la recherche provient de financements obtenus par les actrices et les acteurs de la recherche. Ces ressources contractuelles ont crû de 12 % par rapport à 2016.

Les ressources contractuelles proviennent principalement de l'Agence nationale de la recherche (53 % des ressources) dans le cadre de l'IDEX géré par la COMUE USPC, mais également de l'attribution de crédits pour les 21 projets ANR hébergés par Sciences Po en 2017. Par ailleurs Sciences Po est très bien positionné au sein du programme européen H2020, avec 28 conventions en gestion au sein des centres, dont 9 ERC, et une augmentation des ressources provenant de la Commission européenne de 46 %.

FAVORISER L'ÉMERGENCE DE NOUVEAUX PROJETS

En 2017, la Mission d'appui aux projets scientifiques (MAPS) de Sciences Po a soutenu le montage de près de 60 projets et leur dépôt auprès des grandes institutions de financement de la recherche, françaises et internationales. Ce travail d'appui est réalisé au plus près des chercheurs et des chercheurs de l'institution et s'accompagne d'un travail de veille constant sur les opportunités de financement existantes.

Par ailleurs, le « Conseil externe de la direction scientifique » (*Scientific Advisory Board* - SAB), structure de financement de projets de recherche sur fonds propres Sciences Po, a financé 12 projets en 2017. Toutes les propositions ont été évaluées par un comité composé exclusivement d'universitaires extérieurs à Sciences Po. Plusieurs projets retenus adoptent une perspective internationale.



Auditing algorithms: Digital tools for a social science approach

Ce projet, coordonnée par Dominique Cardon au médialab, part du constat que la réglementation en matière d'algorithmes est devenue une question politique centrale tant pour le gouvernement français que pour la communauté européenne. Les institutions publiques sont de plus en plus préoccupées par la régulation des acteurs du Web, en particulier au regard de la question de la neutralité en matière de plateforme («platform neutrality»). Plusieurs rapports (Conseil du numérique, Conseil d'État) appellent à la mise en place de mécanismes de vérification ou d'outils de contrôle du fonctionnement des algorithmes du Web. Ils soulignent la faiblesse des moyens actuels à la disposition des autorités publiques et des citoyens pour exercer un contrôle vigilant relatif au « secret » qui entoure le fonctionnement de ces algorithmes. L'INRIA a prévu de lancer en 2018 un observatoire des techniques digitales dans le domaine des sciences informatiques : Sciences Po jouera un rôle important en apportant la perspective des humanités numériques à ce débat. Ce projet articule deux axes : le premier vise à comprendre les nouvelles techniques informatiques mises en œuvre par des outils informatiques et le second cherche à mesurer comment les utilisateurs font circuler les informations numériques et usent d'artefacts informatiques pour se représenter.



Shiite connections across Western Asia and the Middle East: the circulation routes of Ayatollah Mohammad Hashem Salehi

Ce projet conduit par Fariba Adelhah, chercheuse au CERI, vise à développer la recherche relative à la scène religieuse iranienne, dans l'objectif de mieux comprendre ce qui constitue l'un des fondements de l'activité régionale en cours (Guerre en Syrie, lutte contre Daesh, accord nucléaire de 2015). Cette recherche s'appuie sur une enquête conduite auprès d'un clerc afghan qui a enseigné à Qom depuis les années 1970 et occupé des fonctions importantes à Kaboul. Cette enquête doit permettre d'effectuer une anthropologie de la circulation régionale, de mettre en évidence les connexions concrètes sur lesquelles elle repose et d'identifier les enjeux religieux, économiques et politiques. Il s'agit de retracer l'évolution religieuse et politique de la République islamique d'Iran à travers ce cas.

SCIENCES PO DANS LA COMMUNAUTÉ SORBONNE PARIS CITÉ

La recherche menée à Sciences Po rencontre le potentiel scientifique d'USPC, en particulier sur le champ de la « Gouvernance des sociétés contemporaines » couvert par diverses disciplines à l'échelle du site : l'économie, le droit, l'histoire, la science politique, la sociologie, l'anthropologie et la géographie. Le colloque sur la Citoyenneté en débat(s) en novembre 2017 illustre une collaboration fructueuse entre les unités de recherche de Sciences Po et celles des autres établissements.

Si Sciences Po a choisi de ne pas rejoindre l'université de Paris dans le cadre du nouveau projet d'initiative d'excellence proposé en décembre 2017, l'établissement reste un partenaire privilégié de celle-ci. Les équipes explorent la possibilité de faire émerger des instituts pluridisciplinaires sur la santé publique, les méthodes et les données ou encore les politiques de la terre.



Dixième anniversaire du Conseil européen de la recherche (ERC)

À cette occasion, Sciences Po a célébré avec USPC l'excellence scientifique en Europe, en organisant en mars, avec le soutien du MESR, une rencontre nationale sur « la recherche en Europe : dépasser les frontières en sciences humaines et sociales ». Lauréats et experts se sont exprimés sur les défis que pose l'ERC aux sciences humaines et sociales : qu'est-ce qu'un projet à risque ? Quel est le profil d'un candidat ERC ? Quels écueils éviter pour rédiger une proposition efficace ? Comment assurer le rayonnement des travaux en SHS à l'international ?





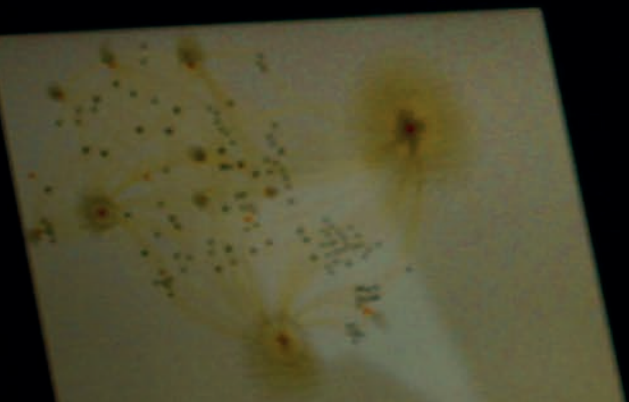
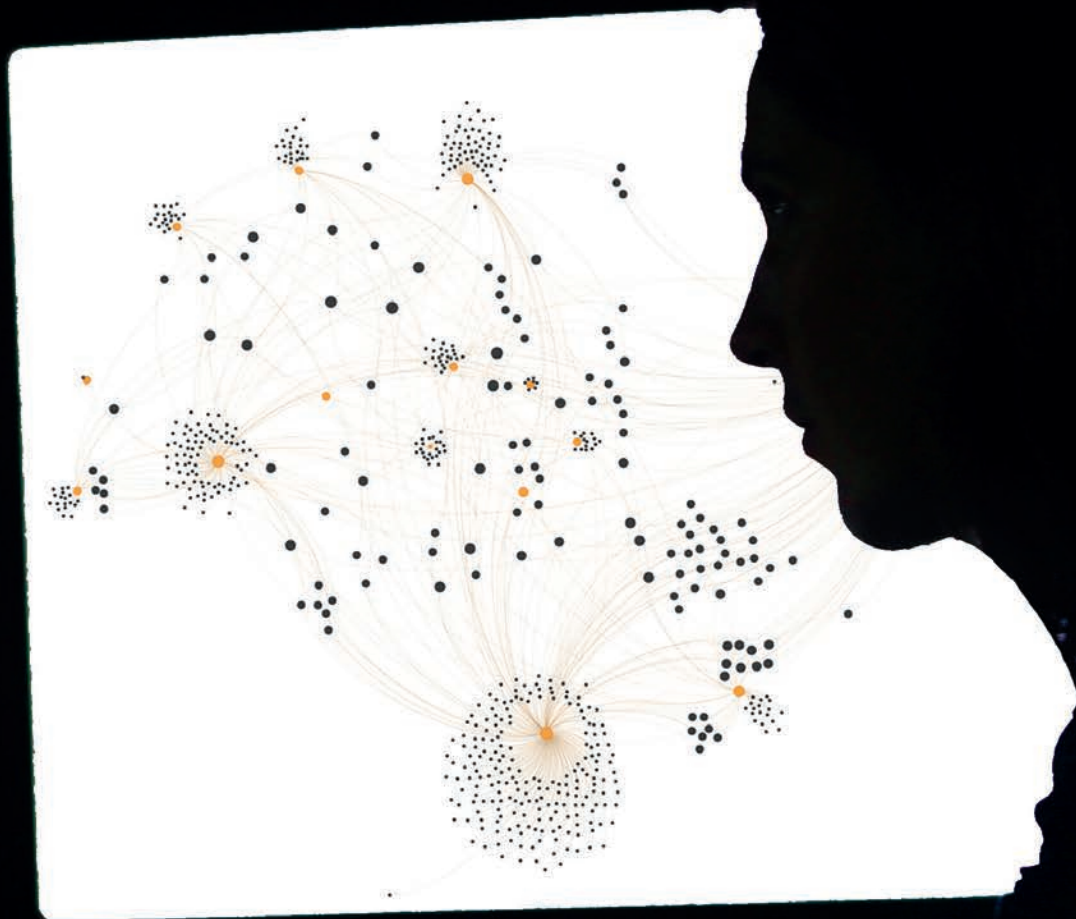
Politiques de la Terre à l'épreuve de l'Anthropocène

Ce programme de recherche interdisciplinaire de l'université Sorbonne Paris Cité, associe des chercheuses et chercheurs de plusieurs disciplines issus de cinq établissements : Sciences Po (en tant que coordinateur), l'Institut de Physique du Globe de Paris, l'université Paris Descartes, l'université Paris Diderot et l'université Paris 13. L'anthropocène désigne une époque géologique marquée par la transformation radicale de la relation des humains à la Terre. Cette transformation impose de repenser conjointement le Monde et la Terre ainsi que les échelles et la dynamique de l'action collective. Les enjeux, méthodologiques et scientifiques, de cette recherche appellent un travail commun entre sciences naturelles et sciences humaines et sociales autour de bases de données partagées. Le programme fédère les recherches autour de quatre « épreuves » qui cristallisent, autour de questions méthodologiques liées aux bases de données (partage et interopérabilité), des enjeux de représentation et de gouvernement : Géopolitique des dioxydes de carbone ; Expertise des risques et médiatisation des catastrophes ; Territoires, Frontières, Migrations ; Santé, Environnement et Biodiversité.

Ces quatre épreuves s'inscrivent dans le débat public en proposant aux différents acteurs concernés des instruments et méthodes pour apprendre à naviguer dans des paysages de données controversées.

Les 4 et 5 décembre 2017, le programme Politiques de la terre a organisé, dans le cadre du projet européen Edge, un colloque international au cours duquel ont été présentés les résultats expérimentaux issus des recherches conduites dans ce programme.

Dans le prolongement de cette initiative, Sciences Po lance en 2017 un programme environnement, intitulé AIRE (Atelier interdisciplinaire de recherches sur l'environnement), qui vise, dans un premier temps, à réunir l'ensemble de la communauté académique de Sciences Po intéressée par les thématiques liées à l'environnement (une vingtaine de membres de la faculté permanente au départ), autour d'une page internet dédiée et d'un séminaire commun, pour y présenter, y partager et y discuter des questionnements et des résultats de recherche, autour de cinq axes identifiés : crises, environnement, catastrophes ; santé et environnement ; territoires, démocratie et justice environnementale ; modes de vie, soutenabilité et transitions écologiques ; gouvernance de l'environnement et du climat.



**UNITÉS DE
RECHERCHE,
PROGRAMMES
TRANSVERSAUX
ET CONSEIL
SCIENTIFIQUE**

LE CENTRE DE DONNÉES SOCIOPOLITIQUES (CDSP)

LE CDSP EN 2017

- L'EquipEx DIME-SHS (Données, Infrastructures et Méthodes d'Enquête en Sciences Humaines et Sociales), lancé en 2011 est évalué à « mi-parcours » en juin par l'ANR. Le jury international reconnaît le bilan « impressionnant » et la trajectoire positive permettant d'atteindre la plupart des buts fixés en début de programme.
- La collecte des données de la 8^e édition de l'Enquête sociale européenne sur le territoire français s'effectue au printemps ; elles sont mises à disposition de la communauté scientifique à l'automne.
- L'équipe « projets numériques » du CDSP contribue en juillet à la *Summer school du Trivedi Center for Political Data* (Université d'Ashoka - Inde). Elle y présente des outils et des méthodes pour la création de jeux de données, la visualisation et l'analyse de données en sciences sociales.
- Après huit ans à la direction du CDSP et avoir porté le projet DIME-SHS, Laurent Lesnard, sociologue, passe la main en septembre à Nicolas Sauger, politiste, qui reprend le flambeau à la tête du Centre et de l'EquipEx.

Présentation générale et orientation scientifique

Le Centre de données socio-politiques est l'un des centres clé du dispositif d'archivage pour les sciences sociales en France. Comme ses grands partenaires européens, il assure une mission de production de données ainsi que de centre d'expertises pour les méthodes quantitatives et qualitatives.

Unité mixte de service (CDSP-UMS 828) créée en 2005 par Sciences Po et le CNRS, le CDSP regroupe plus d'une vingtaine d'ingénieures et ingénieurs spécialistes des données et des méthodes des sciences sociales ainsi que plusieurs informaticiens et développeurs.

L'EquipEx DIME-SHS a donné, depuis 2011, une nouvelle envergure à ses missions. La base de données qualitatives regroupe maintenant plusieurs centaines d'entretiens. Près de 3 000 personnes sont interrogées tous les mois par le dispositif ELIPSS formant un catalogue de plus de cinquante enquêtes fin 2017. Un effort d'intensification de la valorisation des données est entrepris et donnera lieu à deux grands colloques en 2018 et 2019.

Axes et champs de recherche principaux

Un des enjeux forts du CDSP est de développer son offre de service définie par et à destination de la communauté scientifique tout en l'articulant aux évolutions que connaissent les données de la recherche. Le CDSP organise ainsi son activité autour de trois missions principales.

- mise à disposition d'enquêtes et de données en sciences sociales,
- soutien à la production de données,
- développement des méthodes en sciences sociales.

LE CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES ET DE POLITIQUE COMPARÉE (CEE)

LE CEE EN 2017

- les recrutements de Laura Morales, professeure en science politique, spécialiste de la participation politique et en particulier des questions sur les migrant-e-s et les groupes minoritaires en Europe (boursière ERC pour un projet intitulé «Democratic responsiveness in comparative perspective») et de Matthias Thiemann, *Assistant professor*, qui travaille notamment sur l'économie politique de la régulation financière en Europe
- l'inauguration, de la Chaire « villes et numérique », créée en partenariat avec l'École urbaine de Sciences Po. Consacrée à la transformation des villes au regard de la révolution numérique, cette Chaire a pour objet le développement d'enseignements et de recherche sur ces questions en associant des entreprises et des organisations leaders.
- la publication de l'ouvrage collectif «Reconfiguring European States in Crisis», Desmond King et Patrick Le Galès (eds.), Oxford University Press, dans lequel un quart des contributeurs et contributrices sont membres statutaires du CEE. Cette publication donne lieu à une table ronde sur le thème : « L'État en Europe est-il néo-libéral, la néo-libéralisation explique-t-elle la recomposition de l'État ? ».
- le cycle de conférences organisées avec le bureau de l'information du parlement européen en France sur les enjeux européens dans l'élection présidentielle française, dont « l'aide d'urgence, accueil et intégration des réfugié.e.s et des migrant.e.s : une priorité pour l'Europe ? Les enjeux pour la France » (Cécile Kyenge).

Plusieurs actions de valorisation de la recherche sont renforcées en 2017 : une politique ciblée de relations avec les grandes associations disciplinaires dont l'ECPR ; le partenariat de valorisation plus citoyenne avec Politeia ; l'accueil de l'exposition *La fabrique de la loi* avec l'auteure-aquarelliste Noëlle Herrenschmidt.

Présentation générale et orientation scientifique

Dirigé par Florence Haegel depuis septembre 2016, le CEE modifie son nom en 2017 puisqu'il se nomme désormais Centre d'études européennes et de politique comparée de Sciences Po (UMR 8239). Ce changement entérine une politique scientifique centrée sur le développement de l'analyse comparative et transdisciplinaire du politique privilégiant la production de connaissances sur l'Europe. La réflexion sur les méthodes de recherche en sciences sociales occupe une place importante dans les travaux qui y sont menés.

Axes et champs de recherche principaux

Les domaines de recherche privilégiés se regroupent autour de quatre grands axes de recherche qui visent à comprendre les effets politiques des mutations économiques et sociales en Europe : les transformations du capitalisme ; les villes, frontières et (im)mobilités ; l'État comme producteur de politiques publiques ; la mise sous tension de la démocratie représentative.

LE CENTRE D'HISTOIRE DE SCIENCES PO (CHSP)

LE CHSP EN 2017

L'année 2017 voit l'arrivée au Centre d'histoire d'un troisième boursier Marie Curie, Guido Panvini pour son projet «The Young Christian Workers Movement and the radicalization of Social Conflict in Mediterranean Europe : France, Italy and Spain (1963-1978)».

Quatre publications importantes : L. Bertrand-Dorléac, *Nach der Befreiung : Frankreich und die Kunst - 1944-1947* (Deutscher Kunstverlag, 2017); M. Del Pero, *Era Obama : Dalla speranza del cambiamento all'elezione di Trump* (Feltrinelli, 2017); P. Grosser, *L'histoire du monde se fait en Asie : Une autre vision du XX^e siècle* (Éditions Odile Jacob, 2017); P.-A. Rosental (dir), *Silicosis. A World History*, (Johns Hopkins University Press, 2017).

Plusieurs rencontres scientifiques à dimension internationale sont organisées.

- En juin se tient une journée d'études « Des sociétés littorales contemporaines ? Entre mutation et rémanence à l'heure de la colonisation de l'environnement côtier ».
- La 9^{ème} édition de la « European Summer School on Cold War History » a lieu sur le campus de Sciences Po Reims, en septembre. Les universités participantes sont Sciences Po, LSE, Institut Universitaire Européen, University of East Anglia, University of Sheffield, Università di Padova, Università di Trento, Università Roma III.
- En octobre se déroule la rencontre du réseau européen de doctorants membre de l'Association for Political History autour du thème «The Changing Frontiers of Political History, XVI-XX Century».
- Une conférence internationale sur la révolution russe et l'Asie est conjointement organisée en novembre à Singapour par le CHSP et la National University of Singapore.
- En mars, est organisée à l'occasion de l'élection présidentielle, une journée « L'histoire, l'école et la politique ».

Présentation générale et orientation scientifique

Dirigé par Marc Lazar, le CHSP a été fondé en 1984. Ses membres y développent une histoire centrée sur le XIX^{ème} et sur le XX^{ème} siècle voire le XXI^{ème} siècle. Cette histoire est largement ouverte aux sciences sociales et fortement internationalisée.

Axes et champs de recherche principaux

L'histoire politique constitue le premier axe de recherche transversal et l'identité fondamentale du centre. Le second axe, intitulé « Corpus, archives, campus », met en valeur les archives et la documentation du CHSP et la production de données par ses chercheurs. L'activité de recherche s'organise autour de quatre domaines : États, institutions, sociétés ; Guerres, conflits, violence : normes et transgressions au XX^{ème} siècle ; Arts, savoirs et cultures ; Du local au global.

LE CENTRE DE RECHERCHES INTERNATIONALES (CERI)

LE CERI EN 2017

Le développement de la recherche au CERI en 2017 est marqué par le succès de plusieurs projets scientifiques retenus pour des financements : « Nuclear weapons choices. Governing vulnerabilities between past and future » (Benoît Pelopidas, ERC Starting Grant) ; les ANR « Hybridations électriques : formes émergentes de la transition énergétique dans les villes du Sud » (Eric Verdeil), « De la vulnérabilité politique à l'âge nucléaire » (Benoît Pelopidas), « Lieux de culte partagés dans le sous-continent indien : interactions religieuses et rapport à l'Autre » (Laurent Gayer et Christophe Jaffrelot) ; « Chinois de France : identifications et identités et mutation » (Hélène Le Bail, programme Emergences, Ville de Paris). L'étude du religieux – au sens de l'articulation entre identités religieuses, évolutions politiques et flux transnationaux – continue à s'affirmer comme un point fort des travaux du centre, avec notamment la parution des ouvrages « Religion et politique » (dirigé par Alain Dieckhoff et Philippe Portier) et « Pan-Islamic Connections. Transnational Networks between South Asia and the Gulf » (dirigé par Christophe Jaffrelot et Laurence Louër). L'année 2017 est également propice au renforcement des coopérations scientifiques : dans le domaine des études régionales, le congrès du GIS Études asiatiques accueilli à Sciences Po au mois de juin et le lancement de l'Observatoire de l'Afrique de l'Est mené avec le CEDEJ ; dans celui des relations internationales, l'initiative de constitution d'un GIS sur le multilatéralisme et la participation au projet européen « Europe's external action and the dual challenges of limited statehood and contrasted orders ». Enfin, par l'arrivée de nouveaux chercheurs, le CERI s'ouvre à des objets d'étude peu explorés : les mobilisations carcérales et les questions du genre en Israël/Palestine (Stéphanie Latte), l'État et les économies politiques au Moyen-Orient (Eberhard Kienle), l'environnement comme enjeu global (Carola Klöck).

Présentation générale et orientation scientifique

Le CERI étudie l'espace mondial par une double approche complémentaire : les aires régionales et les relations internationales et transnationales. La première part des sociétés politiques, la seconde des interactions internationales (États, acteurs non étatiques). Cette double approche articule le « local » et le « global ». L'inscription disciplinaire s'opère de façon dominante en science politique et en sociologie, mais passe aussi par l'anthropologie, l'histoire, l'économie, le droit ou la géographie.

Axes et champs de recherche principaux

Les recherches au CERI sont organisées sur la base de cinq grands axes thématiques : acteurs et échelles de régulation dans l'espace mondial ; participation politique et mobilisations ; l'État et ses recompositions ; violences et gestion du danger ; identités et politique. Chaque axe est animé par deux copilotes et l'ensemble des travaux émanant des chercheurs permanents ou des doctorants se trouve inclus dans ces axes.

LE CENTRE DE RECHERCHES POLITIQUES DE SCIENCES PO (CEVIPOF)

LE CEVIPOF EN 2017

Les séquences électorales de 2017 ont fortement mobilisé le CEVIPOF :

- l'enquête électorale française dont la dernière vague est parue en novembre 2017 et qui a donné lieu à la rédaction de 46 notes de recherche et à la diffusion de 9 newsletters ;
- la 9^{ème} édition du Baromètre de la confiance en décembre 2017 pour une parution des résultats en janvier 2018.

14 événements scientifiques (colloques, conférences, débats/rencontres) ont ponctué le rythme du CEVIPOF. **3 séminaires de recherches récurrents ont été organisés :**

- séminaire général (bi-mensuel) ;
- séminaire mensuel « méthodologie » (avec le CSO et le médialab) ;
- Political Behaviour Seminar (mensuel).

Depuis juillet 2017, 50 ans d'archives électorales du CEVIPOF (affiches, tracts, programmes) numérisées par la bibliothèque de Sciences Po, ont été rendues accessibles.

Annabelle Lever, professeure des universités en théorie politique a rejoint le CEVIPOF en septembre 2017.

Présentation générale et orientation scientifique

Fondé en 1960, le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) est le centre de référence pour l'analyse pluridisciplinaire de l'objet politique. Dirigé depuis mars 2014 par Martial Foucault, le CEVIPOF est une unité mixte de recherche du CNRS et de Sciences Po (UMR 7048).

Axes et champs de recherche principaux

Le projet scientifique pour la période 2017-2022 poursuit le travail d'étude des recompositions de la démocratie en insistant sur trois dimensions qui structureront l'animation scientifique du laboratoire : attitudes et comportement politiques ; institutions politiques ; figures et transformation de la citoyenneté.

LE CENTRE DE SOCIOLOGIE DES ORGANISATIONS

LE CSO EN 2017

A.-L. Beaussier rejoint le CSO. Ses travaux portent sur la régulation des risques et les politiques de santé avec une approche comparative internationale.

- **Six soutenances de thèse** : S. Billows, J. Blanck, C. Claisse, M. Piganiol, D. Santana et S. Viallet-Thevenin.
- **Six publications d'ouvrages** : *European Drug Policies. The Ways of Reform* (H. Bergeron et R. Colson dir.) ; *Se doper pour travailler* (R. Crespín, D. Lhuillier, G. Lutz dir.) ; *La grande course des universités* (C. Musselin) ; *Des médicaments à tout prix. Sociologie des génériques en France* (E. Nouguez) ; *Au fil du flux. Le travail de surveillance-contrôle dans les industries chimique et nucléaire* (G. Rot et F. Vatin). Un numéro spécial « Cinquante ans de sociologie des organisations » de la revue *Entreprises et Histoire*, (G. Rot et D. Segrestin dir.).
- **Huit nouveaux projets de recherche** : Controverse sur les logos nutritionnels (D. Benamouzig et J. Blanck) ; Le champ d'activité de la conservation-restauration des biens culturels (L. Hénaut) ; Domesticization of financial economies. the case of over-Indebtedness (J. Lazarus) ; Informer pour gouverner. Les dynamiques institutionnelles des mondes de la gouvernance macroéconomique (O. Pilmis) ; La fabrique de l'illusion. Le travail des chefs décorateurs de cinéma en prise aux transformations numériques (G. Rot) ; Mesure de la valeur des services (P. François et H. Coutant) ; Le déploiement de la politique publique d'affichage environnemental. Analyse des modes d'intervention publique sur l'économie par l'information aux consommateurs (S. Dubuisson-Quellier et M-E. Chessel) ; Le rôle de la médecine hospitalière dans le signalement des maladies professionnelles liées aux pesticides (J-N Jouzel, G. Prête et S. Brunier).
- **Prix de thèse de la Fabrique de l'industrie** : H. Coutant.
- **Prix du jeune auteur de la revue Sociologie du travail** : R. Juston, post doctorant.

Présentation générale et orientation scientifique

Le CSO a bâti sa réputation sur l'étude des organisations et a progressivement étendu ses domaines d'investigation et ses questions de recherche. Il est aujourd'hui un laboratoire reconnu dans les champs de la sociologie économique, des organisations, de l'action publique, des professions, du travail, des mouvements sociaux et du droit. Olivier Borraz en est le directeur et Sophie Dubuisson-Quellier la directrice adjointe.

Axes et champs de recherche principaux

Le CSO compte 25 académiques (sociologues, politistes et historiens), 26 doctorants et 5-6 post doctorants rattachés à 5 axes : droit, normes et régulations ; travail, emploi et profession ; gouvernance et organisations économiques ; savoir, science et expertise ; action publique et transformations de l'État. Son expertise porte sur : enseignement supérieur/recherche, risques, santé et mondes de l'art. L'équipe de soutien à la recherche compte 7 personnes.

LE DÉPARTEMENT D'ÉCONOMIE

LE DÉPARTEMENT D'ÉCONOMIE EN 2017

Le Département d'économie poursuit sa politique de renforcement et d'élargissement de la recherche en économie à Sciences Po. De nouveaux projets de recherche sont remportés, dont l'ERC Starting Grant de Koen Jochmans «Inference in Microeconomic Models» (MiMo), l'ANR Tremplin-ERC d'Eduardo Perez-Richet « Communication Stratégique : Investigations Expérimentales et Théoriques » (StratCom) ; l'ANR Programme Jeunes Chercheuses-Jeunes Chercheurs de Julia Cagé « Modéliser les news hors ligne et en ligne : données microéconomiques et estimation structurelle de la production et de la consommation d'information » (DESTINATION_MOON) et l'ANR Projet générique d'Étienne Wasmer « Économie du logement et évaluations de politiques publiques » (ECHOPPE), en lien avec le LIEPP. L'ERC Starting Grant de Thomas Chaney «Firm Networks, Trade and Growth» (FINET) a de même été gérée par le département à partir de cette année.

Le Département d'économie continue à se développer avec le recrutement de nouveaux membres : Ghazala Azmat (Professeure des universités), Jeanne Hagenbach (chargée de recherche CNRS) et Jean Pisani-Ferry (Professeur associé à temps partiel).

Présentation générale et orientation scientifique

Créé en 2009 et dirigé par Jean-Marc Robin, le Département d'économie de Sciences Po réunit désormais plus d'une vingtaine de chercheuses et chercheurs.

Les publications de ses membres dans *American Economic Review*, *Quarterly Journal of Economics*, *Econometrica*, *Review of Economics Studies*, ainsi que dans les meilleures revues internationales spécialisées dans les différents champs de recherche, témoignent de l'excellence scientifique du département et d'un niveau élevé d'internationalisation.

Axes et champs de recherche principaux

Le projet de recherche porté par le Département d'économie est à la frontière scientifique entre différents domaines et conjugue les approches théoriques et empiriques. Les champs de recherche ont en commun un intérêt élevé pour les questions de politiques publiques, que ce soit les politiques commerciale, monétaire, fiscale, du marché du travail ou de développement, auxquelles sont appliquées des méthodes quantitatives de pointe.

L'ÉCOLE DE DROIT (EDD)

L'ÉCOLE DE DROIT EN 2017

La Semaine doctorale intensive connaît sa 7^e édition, avec le même succès que les éditions précédentes, et une internationalisation croissante. Cette édition, réunissant plus d'une centaine de doctorants et doctorantes, abrite également la journée d'étude intitulée «The Ends of Europe» et la 6^e *Graduate Conference* sur le thème : «Conflicts in Law : Rethinking the Legal Order». L'École de droit organise, en collaboration avec New York University et Columbia Law school, deux colloques dans le domaine de l'arbitrage international. De même, le séminaire «Private International Law as Global Governance» (PILAGG) continue à attirer toujours autant de participants et s'impose comme un lieu incontournable pour les spécialistes du droit international privé. Jean d'Aspremont, professeur des universités, a rejoint l'École de droit.

Présentation générale et orientation scientifique

Fondée en 2009, l'École de droit a pour ambition de décroïsonner la recherche juridique, de cerner les trajectoires historiques et les fondements théoriques des objets juridiques, d'identifier les territoires émergents du droit et d'analyser les enjeux juridiques de la globalisation.

L'École de droit compte 20 chercheurs et chercheuses ; la chaire Mutations de l'Action publique et du Droit Public (MADP) et le Centre Bentham lui sont également rattachés. Elle accueille le projet ERC Consolidator Grant «Inclusive» et la Chaire d'excellence Sorbonne Paris Cité « *Manières d'être Européen. Régimes juridiques, modes d'appartenance, formes d'existence* ». L'équipe de recherche couvre un large spectre des branches du droit, en particulier les droits intellectuels, l'arbitrage international, le droit international privé, le droit comparé, le droit européen ou encore l'histoire de la pensée juridique.

Axes et champs de recherche principaux

Cultures juridiques : usages et opérations du droit.

Mobilisant les ressources de l'anthropologie, de l'histoire ou encore du droit comparé, l'École de droit a engagé des travaux sur les cultures juridiques (échanges et de porosité de systèmes de droit) et sur les modes de raisonnement et d'argumentation propres à la pensée du droit.

Globalisation du droit : nouvelles formes de territorialité, nouveaux montages institutionnels.

La recherche à l'École de droit s'attache à expliciter les contours et le contenu d'un « droit global » et à penser le droit en proposant une approche non « stato-centrée » de la production des normes, en s'attachant au droit transnational globalisé et aux règles relevant de la *soft law*.

Dimensions économiques du droit : marché, innovation, société. L'équipe travaille à saisir les formes d'économisation du droit, les liens qui s'établissent entre le marché et les normes. Elle développe des travaux sur la responsabilité, les obligations et les transformations contemporaines de la propriété.

LE MÉDIALAB

LE MÉDIALAB EN 2017

En 2017, le médialab recrute un nouvel associé professeur en la personne de Jean-Philippe Cointet. Détenteur d'un doctorat en systèmes complexes et diplômé de l'école Polytechnique, il travaille au développement de méthodes computationnelles innovantes pour les sciences sociales. Cette même année, tandis que le médialab accueille William Housley, de l'université de Cardiff, professeur invité dans le cadre de la Chaire Vincent Wright à Sciences Po, Mathieu Jacomy, ingénieur de recherche au médialab, bénéficie d'un échange de six mois avec l'université Aalborg, au Danemark. 2017 voit le médialab poursuivre son développement à l'international : le laboratoire se trouve en effet associé à un projet Erasmus+, «Education au Développement Durable - Make It Work», porté par le rectorat de Lille, dans lequel il apportera son expertise en pédagogies innovantes développées dans le cadre du projet FORCCAST. Toujours en lien avec ce dernier projet, le laboratoire reçoit, le 19 octobre dernier, la visite de Saul Perlmutter, astrophysicien à l'Université de Berkeley et Prix Nobel de physique 2011. Du 29 novembre au 2 décembre 2017, se tient le *sprint Datapol*. Cet événement réunit à Sciences Po 80 personnes : ingénieurs, politistes, designers, étudiants et journalistes autour des données numériques de la campagne électorale française de l'année 2017. Dominique Cardon est directeur du médialab depuis juillet 2017.

Présentation générale et orientation scientifique

Créé en 2009, le médialab est un laboratoire de recherche dédié à l'analyse des mondes numériques. Il se compose d'universitaires et d'ingénieurs et ingénieures, et s'appuie à parts égales sur trois métiers : sciences humaines et sociales, ingénierie des données numériques et design de l'information. Ses productions se présentent sous la forme de publications scientifiques, mais aussi de sites web permettant d'explorer des corpus numériques (datascape), de logiciels et outils, d'ateliers et de dispositifs d'apprentissages innovants.

Axes et champs de recherche principaux

Les activités scientifiques du médialab s'organisent autour de quatre axes : l'audit des algorithmes et la diffusion du calcul dans nos sociétés ; la structure de l'espace public numérique en s'attachant à explorer les nouveaux circuits de l'information, de l'engagement et des productions culturelles ; la sociologie des controverses socio-techniques, qui enseigne aux étudiants à se repérer au milieu de situations d'incertitudes, dans des contextes informationnels de plus en plus variés ; et l'instrumentation numérique pour les sciences sociales, dont le but est de concevoir et développer des outils informatiques permettant l'analyse et la visualisation de données, tels que l'analyse de réseaux, le machine learning ou le traitement de la langue.

L'OBSERVATOIRE FRANÇAIS DES CONJONCTURES ÉCONOMIQUES (OFCE)

L'OFCE EN 2017

Quatre thèmes de recherche ont marqué l'année 2017 :

- **Économie française** : comprendre et prévoir. L'analyse de la conjoncture de l'économie française et européenne est le thème le plus fidèle à la lettre de mission de l'OFCE. Cette année, l'évaluation des politiques publiques, notamment dans le cadre des élections présidentielle et législative, a fait l'objet de travaux importants.
- **Questions européennes**. La situation de la France ne peut se comprendre sans considérer les interactions entre les pays de la zone euro. La réalisation du rapport iAGS a amené un nouvel outil quantitatif tandis que la collaboration avec d'autres réseaux européens, l'édition d'ouvrages grand public ont contribué à analyser les questions budgétaires, monétaires et fiscales.
- **Questions environnementales**. De nouveaux outils pour analyser les questions environnementales (simulation des politiques environnementales, impacts macroéconomiques de la rénovation énergétique, dynamique industrielle) sont des axes de recherche essentiels pour l'OFCE.
- **Croissance et inégalités**. Les questions liées au genre (une perspective de recherche incontournable depuis que l'OFCE a développé le programme PRESAGE), ainsi que celles liées à la sociologie, au bien-être et à la soutenabilité participent aux autres missions de l'OFCE.

Présentation générale et orientation scientifique

L'OFCE est un organisme indépendant de prévision, de recherche et d'évaluation des politiques publiques, accueilli par la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), en application de la convention passée en 1981 entre l'État et la FNSP. « Mettre au service du débat public en économie les fruits de la rigueur scientifique et de l'indépendance universitaire », telle est la mission que l'État a confiée à l'OFCE et qu'il remplit en conduisant des travaux théoriques et empiriques, en participant aux réseaux scientifiques internationaux, en assurant une présence régulière dans les médias et en coopérant étroitement avec les pouvoirs publics français et européens.

Axes et champs de recherche principaux

L'OFCE regroupe plus de quarante chercheurs et chercheurs, français et étrangers, qui couvrent les champs de l'analyse économique autour de quatre axes de travail : l'analyse et la prévision de l'économie française, les questions européennes, la question environnementale et l'analyse des inégalités.

L'OBSERVATOIRE SOCIOLOGIQUE DU CHANGEMENT (OSC)

L'OSC EN 2017

De nouveaux projets de recherche sont lancés :

- Les inégalités au travail : étudier les mécanismes locaux de (re)production des inégalités au sein des entreprises françaises (ANR, M. Safi).
- Lifecourse dynamics of educational tracking (ANR, C. Barone et des partenaires européens).
- Pratiques pédagogiques, choix préscolaires des parents et mixité sociale dans les jardins d'enfants de la ville de Paris (Ville de Paris, M. Oberti, C. Barone et D. Fougère).
- Renforcer la mixité sociale dans les collèges (MESR, M. Oberti).

Trois thèses sont soutenues et cinq doctorants et doctorantes rejoignent l'OSC.

La thèse de Margot Delon, *Les incidences biographiques de la ségrégation. Trajectoires et mémoires des enfants des bidonvilles et cités de transit de l'après-guerre en France*, reçoit le prix de recherche de la Fondation Caritas (Institut de France).

Agnès van Zanten, directrice de recherche au CNRS, reçoit la médaille d'argent du CNRS.

Toutes les publications de l'OSC sont saisies dans SPIRE, parmi lesquelles :

Revillard, Anne et al., *Le plafond de verre et l'État : construction des inégalités de genre dans la fonction publique*, Armand Colin.

Boulin, Jean-Yves ; Lesnard, Laurent, *Les batailles du dimanche*, PUF, coll. Le lien social.

Duru-Bellat, Marie, *La tyrannie du genre*, Presses de Sciences Po.

Flipo, Aurore, *Génération low-cost : itinéraires de jeunes migrants intra-européens*, PUR, coll. Le sens social.

Présentation générale et orientation scientifique

Fondé en 1988 par Henri Mendras, l'OSC est une UMR Sciences Po/CNRS (UMR 7049). Le centre rassemble une équipe de quatorze chercheurs permanents, quatre chercheurs émérites, dix chercheurs associés, vingt et un doctorants et six personnels de soutien à la recherche.

Axes et champs de recherche principaux

Sous la direction de Marco Oberti, l'OSC étudie les dynamiques d'ensemble des sociétés contemporaines dans une perspective comparée, suivant quatre axes : stratification sociale et transformations des inégalités ; villes et inégalités urbaines ; modes de vie : rythmes sociaux, normes, environnement ; politiques et dynamiques éducatives. La méthodologie mise en œuvre, quantitative et qualitative, joue sur la diversité des échelles d'observation, locales, régionales, nationales et internationales.

LE LABORATOIRE INTERDISCIPLINAIRE D'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES (LIEPP)

LE LIEPP EN 2017

Le LIEPP organise, à l'occasion de ses 5 ans, un colloque consacré aux perspectives pour l'évaluation des politiques publiques. Ouvert par le Premier président de la Cour des comptes, il permet de rassembler, de nombreux chercheurs et la plupart des institutions investies en France dans le domaine de l'évaluation des politiques publiques (Cour des comptes, CNESCO, SGMAR, France stratégie, CESE). 420 personnes sont inscrites à cet événement, représentant l'ensemble des acteurs dans ce domaine. Le cycle de séminaires « Investissement social », initié par le LIEPP et organisé en partenariat avec France Stratégie, la CNAF et la DGCS, se clôture et débouche sur la publication d'un ouvrage collectif visant à explorer la pertinence et la faisabilité d'une telle stratégie pour la France. Quatre projets avec des partenaires externes se terminent, donnant lieu à des publications et des événements de restitution avec une large couverture médiatique : « Les effets redistributifs des impôts et prestations sociales » avec l'EN3S, « Les effets de la rénovation urbaine » avec le Commissariat général de l'égalité des territoires et l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, « Qui possède les médias ? » avec Reporters Sans Frontières et « L'impact du Grand Paris Express sur le marché du logement, du travail et des investissements directs étrangers » avec la Société du Grand Paris. Dans le cadre de son appel à projets annuel, le LIEPP sélectionne huit nouveaux projets de recherche. Il emporte également un nouveau projet ANR sur l'économie du logement. Le LIEPP publie 9 working papers et 8 *policy briefs* et anime de nombreux événements scientifiques au sein des axes de recherche. Le LIEPP accueille en 2017 cinq professeurs et professeurs invités.

Présentation générale et orientation scientifique

Le LIEPP est un Laboratoire d'Excellence. Il mobilise 108 chercheuses et chercheurs de Sciences Po, ainsi que 81 affiliés externes. Il se donne pour objectif de dépasser les frontières disciplinaires et de nourrir les échanges scientifiques entre économistes, sociologues et politistes, avec l'apport de juristes et d'historiens et historiennes, dans le domaine de l'évaluation des politiques publiques. Les travaux de recherche font appel à une grande diversité de méthodes des sciences sociales. Les résultats de ces recherches sont diffusés dans le but de nourrir le débat public et d'améliorer les politiques publiques.

Axes et champs de recherche principaux

Le LIEPP repose sur une méthode innovante, fondée sur la pluridisciplinarité et la confrontation d'évaluations qualitatives, comparatives et quantitatives. La plupart des projets de recherche sont organisés au sein de quatre axes thématiques qui traitent des discriminations et inégalités sociales, des politiques d'éducation, de l'évaluation de la démocratie et des politiques socio-fiscales.

LE MAX PLANCK SCIENCES PO CENTER ON COPING WITH INSTABILITY IN MARKET SOCIETIES (MAXPO)

LE MAXPO EN 2017

Le MaxPo accueille deux nouveaux doctorants : Zoé Evrard, qui débute une thèse sur le néolibéralisme dans les démocraties consociationnelles, et Denys Gorbach, qui propose une étude du populisme en Ukraine. Apolline Taillandier, doctorante en deuxième année au MaxPo et au CEE reçoit une bourse Fulbright, très sélective, pour faire un séjour de recherche à l'Université de Californie-Berkeley pendant six mois. Le MaxPo organise neuf séances de séminaire de grande qualité scientifique avec des chercheurs-invités du monde entier et, lors de sa conférence annuelle, la présentation de Michael Power sur le management des risques donne lieu à un débat très riche. A la fin de l'année, le MaxPo prépare une grande conférence internationale qui fête en janvier 2018 les cinq ans de son existence et son renouvellement pour une deuxième période de cinq ans.

Présentation générale et orientation scientifique

Le Max Planck Sciences Po Center (MaxPo) est le fruit de plusieurs années de collaboration entre Sciences Po et l'Institut Max Planck pour l'étude des sociétés (MPIfG) à Cologne. Le centre MaxPo a été créé en octobre 2012 par la Société Max Planck et Sciences Po afin de renforcer la visibilité de la production scientifique franco-allemande en sciences humaines et sociales et compléter la recherche anglo-saxonne sur l'instabilité sociale, économique, et politique au sein des sociétés de marché. Le centre, co-financé par la Société Max Planck à Munich et Sciences Po, est dirigé par deux research group leaders : Jenny Andersson, professeure de science politique et directrice de recherche CNRS au CEE, et Olivier Godechot, professeur en sociologie, titulaire de la chaire AXA en sociologie économique et directeur de recherche CNRS à l'OSC.

Axes et champs de recherche principaux

Le Centre MaxPo analyse les conséquences économiques, sociales et culturelles du recours croissant aux mécanismes de marché et aux politiques néolibérales, lesquels engendrent à la fois une plus grande fluidité sociale et une plus forte instabilité. Les projets de recherche du centre sont structurés autour de deux groupes de recherche thématiques, celui de Jenny Andersson, *Historicising Neoliberalism: Elite and Mass Politics, 1970 to the Present*, et celui d'Olivier Godechot, *Financialization, Transformation of Labor Markets, and Growing Inequality*. Chaque groupe de recherche est composé de trois doctorants, financés pour une durée de trois ans.

LE CONSEIL SCIENTIFIQUE

La réforme générale des statuts de la FNSP et de l'IEP de 2016 a fait de la recherche l'une des compétences de l'IEP. Le conseil scientifique (CS) en assure la gouvernance. Sa composition prévoit que siègent aux côtés de membres de droit, les membres élus, représentant les cinq départements disciplinaires de Sciences Po, sans distinction d'appartenance statutaire : ainsi, pour une même discipline, sont élus à la fois des professeurs et professeures des universités, ainsi que des chercheuses et chercheurs CNRS, des chercheuses et chercheurs FNSP et des enseignants-chercheurs et enseignantes-chercheuses FNSP, les avis étant rendus en fonction du rang, et non plus du positionnement statutaire des membres.

Présidé par Marc Lazar, professeur des universités en histoire à Sciences Po, le CS s'est réuni deux fois en formation plénière et douze fois en formation restreinte. Le taux de participation a été particulièrement élevé. Le CS comprend 39 membres, dont 19 membres élus et élues, deux représentants des doctorants et doctorantes et un représentant des post-doctorants et post-doctorantes, qui siègent en formation plénière. Conformément à ses statuts, le CS prend des décisions dans de nombreux domaines. Il valide, en particulier, les recrutements des membres de la faculté permanente, les demandes d'autorisation à présenter à l'IEP l'habilitation à diriger des recherches, les demandes et renouvellements d'éméritat, les congés sabbatiques, etc. Il est également un lieu de réflexion et de débat privilégié sur divers sujets importants : la parité femmes-hommes, le soutien aux universitaires en Turquie, le soutien à l'université européenne de Saint Pétersbourg...

LES MEMBRES DU CONSEIL SCIENTIFIQUE EN DÉCEMBRE 2017

Liste des membres élus

- **CADALEN Pierre-Yves**, Doctorant
Suppléant **GUILLOUZOUIC LE CORFF Arthur**,
Doctorant
- **CINALLI Manlio**, Directeur de recherche FNSP
(Science politique)
Suppléante **VON BUSEKIST Astrid**, Professeure
des universités (Science politique)
- **COULANGEON Philippe**, Directeur de recherche
CNRS (Sociologie)
Suppléante **SAFI Mirna**, Directrice de recherche
FNSP
- **DRUEZ Élodie**, Doctorante
Suppléante **MONNOT Aude-Cécile**, Doctorante
- **DUBUISSON-QUELLIER Sophie**, Directrice de
recherche CNRS (Sociologie)
Suppléante **ROT Gwenaëlle**, Professeure des
universités (Sociologie)
- Suppléant **VOGEL Jakob**, *Professor* FNSP
(Histoire)
- **DUSOLLIER Séverine**, Professeur des
universités (Droit)
Suppléant **ASSIER ANDRIEU Louis**, Directeur de
recherche CNRS (Droit)
- **FAVAREL-GARRIGUES Gilles**, Directeur de
recherche CNRS (Science politique)
Suppléante **FAUCHER Florence**, *Professor* FNSP
(Science politique)
- **FERRAGINA Emanuele**, *Assistant professor*
FNSP (Sociologie)
Suppléant **NOUGUEZ Étienne**, Chargé de
recherche CNRS (Sociologie)
- **FOREST Maxime**, Assistant de recherche
post-doctorant
Suppléante **VOLTOLINI Benedetta**, Assistante
de recherche post-doctorante
- **FULLA Mathieu**, Professeur agrégé (Histoire)
Suppléante **MAILANDER Elissa**, *Associate
professor* FNSP (Histoire)
- **GAIDE Aden**, Doctorant
Suppléante **GANON Louise**, Doctorante
- **HALPERN Charlotte**, Chargée de recherche
FNSP (Science politique)
Suppléante **RENET Sandrine**, Chargée de
recherche FNSP (Science politique)
- **HENRY Emeric**, *Associate professor* FNSP
(Économie)
Suppléant **CŒURDACIER Nicolas**, *Associate
professor* FNSP (Économie)
- **LAZAR Marc**, Professeur des universités,
Président du Conseil scientifique (Histoire)
Suppléante **LOYER Emmanuelle**, Professeure
des universités (Histoire)
- **OSWALD Florian**, *Assistant professor* FNSP
(Économie)
Suppléant **BOEHM Johannes**, *Assistant
professor* FNSP (Économie)
- **PIMONT Sébastien**, Professeur des universités
(Droit)
Suppléant **CHAZAL Jean-Pascal**, Professeur des
universités (Droit)
- **PLANTIN Guillaume**, Professeur des universités
(Économie)
Suppléant **WASMER Étienne**, Professeur des
universités (Économie)
- **WAKED Dina**, *Assistant professor* FNSP (Droit)

LISTE DES MEMBRES DE DROIT

- **BORRAZ Olivier**, Directeur du CSO, Directeur de recherche CNRS
- **HAEGEL Florence**, Directrice du CEE, Professor FNSP
- **DIECKHOFF Alain**, Directeur du CERI, Directeur de recherche CNRS
- **FRANCOIS Pierre**, Directeur de l'École doctorale, Directeur de recherche CNRS
- **FOUCAULT Martial**, Directeur du CEVIPOF, Professeur des universités
- **AUDREN Frédéric**, Directeur scientifique de l'EDD, Directeur de recherche CNRS
- **RAMEL Frédéric**, Directeur du département de science politique, Professeur des universités
- **DOMINGUEZ Marta**, Directrice du département de sociologie, Associate professor FNSP
- **DULLIN Sabine**, Directrice du département d'histoire, Professeure des universités
- **PALIER Bruno**, Directeur du LIEPP, Directeur de recherche CNRS
- **CARDON Dominique**, Directeur du médialab, Associate professor FNSP
- **SAUGER Nicolas**, Directeur du CDSP, Associate professor FNSP
- **MION Frédéric**, Directeur de Sciences Po
- **MUSSELIN Christine**, Directrice scientifique, Directrice de recherche CNRS
- **ROSENTAL Paul-André**, Directeur scientifique du CHSP, Professeur des universités
- **SARACENO Francesco**, Directeur de département
- **WOLL Cornelia**, Directrice des études et de la scolarité, Professor FNSP
- **ROBIN Jean-Marc**, Directeur du Département d'économie, Professeur des universités
- **RAGOT Xavier**, Directeur de l'OFCE, Directeur de recherche CNRS
- **OBERTI Marco**, Directeur de l'OSC, Professeur des universités

LISTE DES SIGLES

- CDSP** - Centre de données socio-politiques.
- CEE** - Centre d'études européennes et de politique comparée.
- CERI** - Centre de recherches internationales.
- CEVIPOF** - Centre de recherches politiques de Sciences Po.
- CHSP** - Centre d'histoire de Sciences Po.
- CNRS** - Centre national de la recherche scientifique.
- CS** - Conseil scientifique.
- CSO** - Centre de sociologie des organisations.
- COMUE** - Communauté d'universités et établissements.
- DRIS** - Direction des ressources et de l'information scientifique.
- DS** - Direction scientifique.
- EDD** - École de droit.
- ERC** - European Research Council.
- FNSP** - Fondation nationale des sciences politiques.
- IEP** - Institut d'études politiques.
- LIEPP** - Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques.
- MAPS** - Mission d'accompagnement des projets scientifiques.
- MESR** - Ministère en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche.
- OFCE** - Observatoire français des conjonctures économiques.
- OSC** - Observatoire sociologique du changement.
- MAXPO** - Max Planck Sciences Po Center on Coping with Instability in Market Societies.
- UMR** - Unité mixte de recherche.
- SAB** - Scientific Advisory Board.
- USPC** - Université Sorbonne Paris Cité.

LISTE DES GRAPHIQUES ET CARTES

TYPES DE PUBLICATIONS (SCIENCES PO, 2017).....	19
ORIGINE DES TÉLÉCHARGEMENTS EN 2017 (HORS FRANCE).....	22
DOCTORANTES ET DOCTORANTS PAR DISCIPLINE (SCIENCES PO 2016-2017).....	29
SOUTENANCES DE THÈSES (SCIENCES PO 2016-2017).....	30
NOMBRE D'HEURES DE COURS DISPENSÉES PAR LA FACULTÉ PERMANENTE PAR NIVEAU D'ÉTUDE (SCIENCES PO 2016-2017).....	33
RÉPARTITION DES COPUBLICATIONS (SCIENCES PO 2015-2017)	46
COPUBLICATIONS PAR PAYS EUROPÉEN (SCIENCES PO 2015-2017).....	47
RÉPARTITION DE LA FACULTÉ PERMANENTE PAR UNITÉ DE RECHERCHE (SCIENCES PO 2017).....	51
RÉPARTITION DE LA FACULTÉ PERMANENTE PAR DÉPARTEMENT (SCIENCES PO 2017).....	52
RÉPARTITION DE LA FACULTÉ PERMANENTE PAR TUTELLE (SCIENCES PO 2017).....	53
RÉPARTITION GENRÉE DES RATTACHEMENTS DISCIPLINAIRES DE LA FACULTÉ PERMANENTE (SCIENCES PO 2017).....	55
MOYENNE D'ÂGE DES FEMMES ET DES HOMMES PAR DISCIPLINE (SCIENCES PO 2017).....	56
RÉPARTITION DE LA FACULTÉ PERMANENTE PAR GRADE (SCIENCES PO 2017).....	57
EFFECTIFS ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE PAR TUTELLE (SCIENCES PO, HORS DS, 2017).....	60

DIRECTION SCIENTIFIQUE

27, rue Saint-Guillaume
75337 Paris Cedex 07
www.sciencespo.fr/recherche

Direction de la publication

Christine Musselin

Comité éditorial

Elsa Bedos, Christine Musselin

Rédaction

Direction scientifique, unités de recherche et programmes transversaux de Sciences Po

Illustration

Jérôme Charbonnier

Mise en page

Stéphanie Samper

Photos

© Marta Nascimento/Sciences Po, © davidmarcu, © Martin Argyroglo/Sciences Po,
© Caroline Maufröid/Sciences Po

Édition

Mai 2018

